

TABLE DES MATIÈRES "L'Africain" n° 245, juin-juillet 2010

Page

1	Éditorial	E. VAN SEVENANT
2	Fondation Père Everard : rapport 2010	
3	PHOTOS	
ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT		
4	Les mutuelles de santé au Sud-Kivu (RD Congo)	J. VARRASSE
9	Comment vivent les paysans du Sankuru (RD Congo) ...	F. BELOKO T.
13	Terre-Neuve Asbl	J.M. NDUWAMUNGU
CULTURE ET SOCIÉTÉ		
15	Les élections des porte-paroles des étudiants à Bukavu	R. BIRHASHIRWA
18	Haro sur le lingala facile !	TEDANGA I. B.
PERSPECTIVES ET POLITIQUE		
19	Afrique/Haïti : bilan des indépendances (suite et fin)	Th. AMOUGOU
24	Entretien avec A. KISONGA sur l'indépendance de la RD Congo	
27	Les partis politiques congolais et la question des moyens	J.-P. MBELU
30	Thèses de doctorat défendues par des Africains ou concernant l'Afrique (LXXI) : Gembloux Agro-Bio Tech (XV) ; Université de Liège (XIV)	
À TRAVERS LIVRES ET REVUES		
32	Réponse de M. NDJOND'À NGELE à S. BALONGA	
37	J.-C. WILLAME, La guerre du Kivu.	E. VAN SEVENANT
38	J. GÉRARD-LIBOIS et al., Congo 1960.	E. VAN SEVENANT
39	PHOTOS	
	Page 2 de la couverture : présentation de "L'Africain"	
	Page 3 de la couverture : mots croisés n° 266	Vincenzo SORETTI

"L'Africain" : éd. responsable : Eddy VAN SEVENANT, dir. du C.A.C.E.A.C. Asbl, Michel Hakizimana, secrétaire de rédaction, rue Léon Bernus 7, 6000 Charleroi, Tél. ++ 32 (0)71 31 31 86. Fax : ++ 32 (0)71 31 31 84
E-mail : caceac@swing.be

Comité de rédaction : Antwerpen : G. Muheme Bagalwa ; Bruxelles : Valérie Mudoy, Camille Tedanga Ipota ;
Liège : J.C. Mputu ; Louvain-la-Neuve : Sabine Kakunga ; Namur : Tite Kubushishi, Eustache Niyitugabira.

Allemagne : Shungu M. Tundanonga-Dikunda, e-mail : Tunda.nonga@t-online.de

France : Anicet Mobe Fansiama

RD Congo : Jean-Pierre Mbwebwa Kalala et François Budim'bani Yambu, FCK. B.P. 1534, Kinshasa.

ABONNEMENTS : 48^{ème} année : Année académique 2009-2010.

<u>abonnement ordinaire</u> :	Belgique :	15 €
	Europe :	22 €
	reste du monde :	25 €

<u>abonnement de soutien</u> :	25 €
--------------------------------	------

payables au CCP 000-1178819-75 du C.A.C.E.A.C. Asbl, Charleroi (Belgique) ou par mandat postal international (si par chèque bancaire, ajouter les frais). Si paiement par virement à partir de l'étranger, utiliser les codes : IBAN BE05 0001 1788 1975 BIC BPOTBEB1

Les articles n'engagent que leurs auteurs.

Cette revue est publiée avec le soutien de la DGCD.

Éditorial

L'Afrique envahit l'Europe ! C'est une boutade évidemment et cependant, il est un fait patent que de plus en plus de manifestations diverses, ayant l'Afrique comme centre d'intérêt, se déroulent dans nos pays occidentaux.

De semaine en semaine, nous sommes avertis de conférences, d'événements festifs, de soutenances de thèses, de représentations théâtrales, de concerts, de films, d'expositions, de cérémonies religieuses et que sais-je encore, organisés pour des Africains ou par les Africains.

Cela pourrait ressortir d'un simple engouement qu'on imaginerait passer : "l'Afrique est à la mode !". Mais comme le phénomène ne fait qu'amplifier, il faut sûrement en conclure que bien plus que d'une toquade momentanée, il s'agit d'une lame de fond déferlant maintenant sur notre vieux continent, qui risque bien de durer et de marquer durablement notre univers occidental.

C'est ainsi par exemple que la ville de Hannut vient d'organiser la 3^{ème} édition de "Saga Africa" (du 5 au 6 juin 2010) aux objectifs ambitieux dans le domaine de la coopération : après 50 ans d'indépendance, il est temps de consolider les ponts entre ici et là-bas. Début juillet, ce sera la "Journée africaine de Charleroi", aux multiples activités programmées et où les "Anciens africains carolos" se mobilisent pour le bien-être de tous.

Bref, la présence de l'Afrique se marque de plus en plus nettement, j'allais dire "chez nous" mais quant à la nouvelle génération de jeunes Africains, pour la plupart nés en Belgique, ils sont forcément aussi bien de chez nous et sont donc particulièrement bien placés pour jeter ces ponts évoqués plus haut entre des conceptions de vie très différentes au départ et qui tendent maintenant de plus en plus à converger pour, souhaitons-le, finir par se rejoindre harmonieusement par delà les différences.

Au moment où nous écrivons cet éditorial, nous parvient la triste nouvelle de l'assassinat, à Kinshasa, de Floribert CHEBEYA, grand défenseur des Droits Humains et Président de la "Voix des Sans Voix". C'est une perte cruelle pour tous les artisans de paix en RD Congo. Les plus hauts responsables de la police semblent impliqués dans ce meurtre et un peu partout, non seulement en RD Congo mais dans le monde entier, l'émotion est immense et les manifestations de soutien se multiplient.

Une fois de plus, ce que j'expliquais plus haut, le retentissement des événements d'Afrique dans les pays du Nord, se vérifie et se concrétise. Et le Secrétaire général de l'ONU en personne se joint au concert de ceux qui réclament à hauts cris une enquête indépendante, ce qu'il n'avait même pas exigé en 1994 lors de la tragédie du Rwanda à propos de l'attentat sur l'avion des deux Présidents. Espérons que, dans ce cas-ci, cette enquête aura lieu et que les responsables de quelque niveau politique qu'ils soient seront mis à la cause et condamnés.

E. VAN SEVENANT

ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

Les mutuelles de santé au Sud-Kivu (RD Congo)

Ndlr : Depuis quelques années, des mutuelles de santé se sont développées autour de la ville de Bukavu (RD Congo) grâce à la collaboration entre le bureau diocésain des œuvres médicales de l'archidiocèse et les mutualités chrétiennes de Hainaut-Picardie (Voir L'Africain n° 231, octobre-novembre 2007, p. 2). Il nous a paru bon de faire connaître cette réalisation encourageante et pleine de promesses ; puisse-t-elle servir d'exemple à d'autres populations d'Afrique. Nous sommes heureux de fournir ici des renseignements présentés par un des principaux responsables de ce projet.

Présentation

Des mutuelles de santé, micro-assurances santé alternatives sont nécessaires et possibles. Elles permettent un accès aux soins de santé non excluant et gérable au Sud-Kivu pour les populations à faibles revenus et vivant en économie informelle. Leur reconnaissance et leur existence juridique dépendent de la législation congolaise (loi de 1958) ; elles sont suivies par le Ministère de la Prévoyance sociale. Une nouvelle législation est à l'étude au niveau de l'Etat Congolais ainsi qu'au niveau Provincial.

But, mission, objectifs

Au cours des trois dernières décennies, les crises multiformes connues par la RD Congo ont eu un impact négatif sur tous les secteurs de la vie nationale. Le secteur sanitaire a été particulièrement touché, rendant inaccessibles aux soins de santé des millions de personnes à revenus instables ou inexistantes. Face à cette situation, les mutuelles de santé ont été initiées par le Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) de l'Archidiocèse, en vue d'aider la population à se prendre en charge dans le domaine sanitaire. Chargé de la planification, de la coordination et du suivi des actions de santé en partenariat avec le Ministère de la santé, le BDOM contribue à améliorer l'état de santé de la population avec la participation de celle-ci.

Son action tend à rendre disponibles et accessibles les services de santé à l'ensemble de la population, ainsi que les médicaments essentiels et matériels médicaux de base. Un de ses services est la Cellule d'Appui aux Mutuelles de santé (CAMS) .

L'hypothèse de base de cette initiative, en 1996, était que, par des cotisations solidaires et par une structuration participative et responsable, la population pourrait accéder aux soins avec une qualité d'offre suffisante et instaurer les prémisses d'un système d'assurance santé jusque-là inexistant. La CAMS assure les études de faisabilité, la formation des acteurs mutuellistes, les analyses, le suivi des conventions entre les mutuelles et les prestataires de soins et l'évaluation des activités. Elle appuie et gère le fonctionnement des mutuelles et constitue une banque de données. Elle est partenaire de recherches-actions dans les domaines de la santé et de la formation des cadres.

L'existant

Le BDOM est présent dans 19 zones de santé sur les 34 que compte la province du Sud-Kivu. Via des conventions de partenariat avec l'Etat congolais, il est mandaté comme gestionnaire principal de 10 zones. Ses activités principales concernent la coordination médicale, les maladies chroniques (diabète, épilepsie), la pharmacie diocésaine et le laboratoire, le comité de lutte contre le sida et violences sexuelles, la CAMS, l'unité de fabrication

des emballages plastiques, le programme d'Action Familiale et l'unité d'encapsulation de panneaux solaires. Sur le plan de l'offre, il gère 11 Hôpitaux généraux de référence, trois centres hospitaliers, 150 centres de santé dont 28 avec maternité, un hôpital provincial de référence, un centre provincial psychiatrique et un centre pour handicapés. La CAMS coordonne et gère actuellement 16 mutuelles de santé qui, non seulement, se maintiennent mais progressent dans 10 des 34 zones.

Cette offre de santé a pu résister aux guerres et tensions, fournissant un ensemble d'outils de planification, de gestion, d'expertise et de renforcement des capacités des pouvoirs publics et des acteurs de santé déjà présents sur place. Le travail réalisé au niveau de l'existant garantit une action systémique plus forte et plus efficiente. Les années à venir peuvent dès lors être un moment important, initiateur des consolidations et extensions souhaitées par les pouvoirs publics provinciaux et les populations des 34 zones de santé de la Province du Sud-Kivu.

Basée sur un existant reconnu et sur une réalité sociale et médicale mesurable, partenaire à côté de l'offre de soins et des politiques menées par les pouvoirs publics, l'alternative mutualiste comme dispositif de micro-assurance santé est une réponse solidaire à l'accès à la santé. L'accès non-exclusif, volontaire et responsable de la population aux soins de santé et notamment des populations de "l'activité et de l'économie informelles" et "à faibles revenus" couvrait, au 1^{er} mars 2010, 65.000 adhérents pour 10 des 34 zones de santé. En 1977, on était parti de 4.324 membres dans une seule zone !

Perspectives

En trois ans, les mutuelles de santé doivent permettre l'adhésion de 222.500 personnes à l'accès aux soins hospitaliers et ambulatoires sur 10 zones de santé nouvelles, soit 14,8% des populations des zones couvertes.

Actuellement, les adhérents sont composés du public visé par une démarche volontaire, accessible, partagée puis gérée par la communauté composée de ménages du secteur formel et informel, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, notamment dans la "ville-réceptacle" des misères que sont devenues Bukavu et ses extensions. L'accès à la santé de cette population concrétise la démarche existante. Il y manque l'étape des extensions à d'autres zones de santé. Nous voulons conforter tout cela dans un large cercle autour de Bukavu et vers d'autres directions, et proposer les dispositifs de micro-assurance santé à d'autres zones de santé, notamment à 10 nouvelles d'entre elles, suivant les stratégies de planification concertées avec les pouvoirs publics. L'accès à la santé via les couvertures des risques concrétise la démarche existante.

Les dix nouvelles zones de santé visées dans les mois à venir pourront s'appuyer sur un programme en cours en matière de renforcement des capacités des pouvoirs publics et des acteurs de santé (partenariat entre les provinces du Hainaut et du Sud-Kivu) ainsi que sur les suivis et expertises mutualistes (mutualité Hainaut-Picardie et ONG *Wereld Solidariteit*-Solidarité Mondiale).

Méthodologie

Après une étude de faisabilité et une enquête "ménages" pour vérifier les possibilités de cotiser, la mise en place des mutualités de santé communautaires sur base familiale demande sensibilisation et participation.

- La solidarité africaine se manifeste dans les communautés au cours de divers événements sociaux, comme le mariage, le deuil et, dans une certaine mesure, la maladie. Pourquoi ne pas faire de la prise en charge des dépenses de santé une affaire de la communauté ? Un des principaux proverbes utilisés est qu' "un homme seul ne peut venir à bout du 'léopard maladie'". Le léopard peut appauvrir et endeuiller toute une famille.

- L'entraide, comme en témoignent les diverses formes de tontines, existe depuis longtemps. Pourquoi ne pas l'élargir grâce à des cotisations solidaires ? Des proverbes comme "le *muntu* n'est fort qu'à côté de son frère" soutiennent le renforcement de l'entraide.

- Les formes d'entraide traditionnelles concernent souvent un petit nombre de personnes dont les cotisations sont généralement faibles et fixées au hasard. Pourquoi ne pas adopter la prévoyance des dépenses de santé grâce à des cotisations solidaires, partant du principe que les biens portants aident les malades à se faire soigner sans aucune distinction ; "l'homme prudent voit le mal de loin".

Considérant les plus-values au niveau d'un financement régulier et dès lors une gestion plus facile, les gestionnaires et personnels de formation médicale appuient l'initiative.

La solidarité entre les membres passe aussi par le partage d'intérêts communs. L'expérience des interventions menées dans le cadre du développement communautaire a démontré qu'en plus des acquis collectifs, les membres participant à une action commune savent que les intérêts économiques sous-tendent la participation dans les objectifs sociaux. Le caractère démocratique des mutuelles exige une large participation des membres à tous les niveaux de prises de décision.

Dans le cadre des mutuelles de santé, il est cependant important de savoir que la libération d'une cotisation est tout d'abord une privation dans un contexte où le revenu est non seulement bas mais souvent inexistant et non structuré.

Vaincre les oppositions

Les mutuelles de santé s'inscrivent comme une alternative socialement novatrice, gérable dans la durée, en pleine responsabilité. Nous refusons l'exclusion, l'impossible, la gratuité.

1) Une assurance privée commerciale qui s'attaque au marché solvable de la santé et propose des produits souvent chers et sophistiqués conduit à l'exclusion. Une très grande majorité de la population (au Sud-Kivu, 95% de la population est dans l'informel, la précarité, l'indigence) ne pourrait y avoir accès. Cela cantonne également les pouvoirs publics à quitter un champ d'assurance-santé "gérable" pour un régime d'assistanat public.

2) Une assurance professionnelle couverte par l'Etat pourrait créer des conditions possibles d'avancée en matière de "protection santé". L'expérience de RAMA au Rwanda, prémices d'un système généralisé, en est une expression positive. En RD Congo, compte tenu du non paiement des salaires, cette éventualité est impossible à envisager.

3) La gratuité des soins, qui a toute sa pertinence dans les situations d'urgence ainsi que sur le long terme, en matière de vaccination par exemple, ou pour des campagnes indispensables de prévention, tue littéralement toute possibilité d'organiser un système durable, gérable et responsable.

À ces actions rencontrées, il faut opposer le fruit de l'expérience des mutuelles de santé qui veulent doter le Sud-Kivu d'un système solidaire, accessible, non exclusif, susceptible d'être géré en responsabilisant. Par rapport aux enjeux d'inclusion et d'exclusion, nous pourrions écrire, sans doute de manière provocatrice, qu'il faut moins s'occuper des pauvres de manière spécifique et souvent caritative, ou encore en mettant l'action sur les effets plutôt que de les inclure dans un système de protection ouvert à tous. Dernièrement, une ONG française, voulant intervenir dans le cadre des violences faites aux femmes, souhaitait donner son argent pour des accompagnements et suivis psychologiques et médicaux. L'utilisation de cet argent pour mettre en place une mutuelle accessible à tous ne stigmatiserait pas ces femmes souvent

rejetées par leur communauté. Proposer aux victimes un cadre général d'accueil et un service plus spécifique (suivi psychologique et médical), faire prévaloir une "système" plutôt que le "one shot" dans l'aide, telle est la philosophie de l'action mutuelliste.

Sur le plan qualitatif, le projet aidera à améliorer les prestations des acteurs en assurant une meilleure collecte des données et leur analyse grâce à un logiciel performant, à mener des études des cas et à les publier pour un public varié. La collaboration avec les universités et les chercheurs attirera aussi notre attention. On mettra aussi en place des actions de synergie avec d'autres partenaires, en ce compris l'Etat congolais, pour que la prise en charge des indigents soit possible à travers les mutuelles de santé communautaires.

Pertinence démontrée

Après une phase de fragilité liée aux guerres et tensions vécues dans l'est de la RD Congo, la forte progression démontre la pertinence des choix mutuellistes. Déjà actuellement, les cotisations accessibles (deux dollars par membre de la famille par an pour l'hospitalier, trois à cinq dollars en fonction de chaque mutuelle locale par an pour l'hospitalier et l'ambulatoire) permettent une gestion bénéficiaire. Demain, le projet permettra d'élargir encore l'assiette des cotisations et de maintenir les cotisations aux taux de base, en régulant davantage la gestion des hôpitaux et centres de santé.

Engagés dans la durée

Les populations à faibles revenus ont droit, par l'intermédiaire du mouvement mutuelliste, à un service de prise en charge et d'accès aux soins dont elles sont les protagonistes responsables. Les mutuelles de santé leur appartiennent collectivement. Elles y exercent une responsabilité réelle, et sur le plan financier via un ticket modérateur et sur les plans stratégiques et de gestion. Il y a

là un axe de dignité pour ces personnes souvent écartées des arcanes des décisions personnelles ; il y a là les éléments d'un mouvement social en construction.

Environ 15% des cotisants ont ou auront un recours annuel aux soins de santé en milieu hospitalier. En soins ambulatoires, 40 à 60% peuvent avoir recours aux centres de santé via des visites, consultations et accès aux médicaments. Cela explique sans doute l'adhésion de plus en plus forte (+ 38% de 2007 à 2008 ; + 42% de 2008 à 2009 ; + 63% de 2009 à 2010).

La gestion mutuelle par mutuelle permet aux membres et à leurs représentants, au sein des comités de gestion et des assemblées générales, de conduire et de contrôler l'outil mutuelliste, dont un critère essentiel est que le différentiel "cotisations-prises en charge" doit toujours être positif sans intervention d'un bailleur de fonds. Cela seul permet d'inscrire le service mutuelliste dans la durée et de constituer une garantie pour les ménages adhérents.

Choisir la solidarité

Le Sud-Kivu a choisi la solidarité. Sans doute le travail inlassable des acteurs de la société civile de la province a-t-il conforté ce choix porté maintenant par les acteurs politiques de la région. Déjà très présents en province du Sud-Kivu, le conseil provincial, le gouvernement et le ministère provincial de la santé entendent prendre place comme opérateurs incontournables des stratégies de santé, avec comme ambition la mise en place d'une assurance santé généralisée. Sous l'impulsion du BDOM, de la CAMS et des pouvoirs publics provinciaux, un partenariat renforcé engage au Nord la Province du Hainaut et la Mutualité chrétienne Hainaut-Picardie. Lorsque le pragmatisme et le souci des plus vulnérables servent de leviers à un projet social et politique concerté, tout devient possible. Lorsque les actions concertées forment le socle d'un partenariat, les

solidarités engendrées sont porteuses d'espoir et de justice.

Le "cercle vertueux" de l'action met en synergie trois réalités nécessaires :

1) le renforcement des capacités des pouvoirs publics

C'est au nom des liens historiques entre la RD Congo et la Belgique et dans le contexte des Objectifs du Millénaire pour le développement que la charte unifiant les deux provinces a été signée. Elle vise à "renforcer les capacités de la province du Sud-Kivu en matière d'organisation des soins de santé et de coordination des acteurs de santé en vue d'instaurer une assurance santé généralisée". Le partenariat ainsi noué offre au Hainaut la possibilité de s'affirmer comme vecteur de développement en mettant son expertise dans le domaine de la gestion régionale au service d'une province du Sud. À travers cette charte, le Hainaut s'est engagé à assurer un lien institutionnel solide vis-à-vis du Sud-Kivu. Le programme négocié obéit à une logique de multi-partenariats définie au travers de plusieurs ateliers tenus dans le Sud-Kivu en présence d'acteurs hainuyers. Les résultats doivent permettre aux acteurs provinciaux et nationaux de créer un environnement favorable au développement d'un système de santé solidaire. Les pouvoirs publics – en se basant notamment sur l'expertise du partenaire institutionnel du Nord – ont, par rapport aux résultats escomptés, un triple rôle de régulation, de contrôle et de promotion.

2) La disponibilité d'un outil qualitatif au niveau de l'offre

Le renforcement des capacités n'est certainement pas un but en soi, il n'a de sens que s'il s'opérationnalise. Les deux provinces ont, pour cela, choisi de capitaliser les expériences mutualistes vivaces et les services de l'offre qualitative de santé au Sud-Kivu et d'évoluer vers un système de santé solidaire généralisé. Cela induit la recherche de résultats visant spécifiquement à professionnaliser la gestion du système et à garantir une offre minimale en améliorant cette offre en soins de santé en vue de permettre la signature de conventions avec les mutuelles de santé.

3) Un accès possible pour les ménages sans discrimination ni exclusion

Renforcer les capacités des pouvoirs locaux coutumiers et de la population par la formation, informer et sensibiliser pour favoriser une adhésion au processus, ainsi que renforcer les capacités (connaissances et expertises) des acteurs provinciaux chargés des mutuelles et encourager leur mise en réseau, tout cela favorise les économies d'échelle et donne un poids relatif plus important aux acteurs de ce secteur par rapport aux prestations de soins ainsi qu'aux autorités publiques. Ceci va dans le sens d'une autonomie et d'une responsabilisation accrue des acteurs mutualistes.

Jacques VARRASSE
Responsable du service de Coopération Internationale
Mutualité chrétienne Hainaut Picardie

VENTE DE "L'AFRICAIN" AU NUMÉRO

À Bruxelles, *L'Africain* est en vente à

Librairie U.O.P.C

Avenue Gustave Demey 14-16

1160 BRUXELLES

Comment vivent les paysannes et paysans du Sankuru 50 ans après l'indépendance de la RD Congo ?

La dure réalité observée dans la majorité des différents villages de six territoires du Sankuru, c'est la pauvreté, la misère, la désolation ... Hommes, femmes, jeunes et vieux, parents et enfants, tous croupissent dans un dénuement complet indigne du XXI^{ème} siècle. Les efforts qu'ils font pour survivre sont herculéens sinon, aucune vie. Le Sankuru rural n'a plus d'infrastructures ni de tissus économiques ; les ruraux ne mangent plus à leur faim, ne se déplacent plus dignement et ne se soignent plus dans de bonnes conditions.

La population rurale est aujourd'hui mise en condition, à l'instar du peuple d'Israël dans le désert, d'envier sa situation précédente en Egypte !

Au niveau de l'éducation, les premiers responsables de ce secteur au Sankuru, l'Etat et les parents, se sont désengagés à grande échelle depuis plusieurs années. Plus de subsides aux écoles, plus d'internats comme autrefois ; les enseignants en charge des enfants sont de moins en moins motivés - mal payés ou pas du tout.

Les infrastructures scolaires, à 99% héritées du colonisateur ou construites avant 1970 en matériaux durables, sont tombées en ruines aujourd'hui. Les nouvelles écoles construites en matériaux fragiles (paille, terre) ont une durée de vie de moins de trois ans et sont dépourvues de mobilier (bancs, pupitres, tableaux, étagères, ...).

En l'absence de craies, certains enseignants utilisent du charbon de bois pour écrire sur un tableau fait d'un morceau de bois brut.

Les manuels et autres fournitures pédagogiques sont inexistantes ou de très mauvaise qualité. Le principe que l'on avait à l'époque, "un élève = un livre", est remplacé aujourd'hui par "une classe-un

seul livre". Ce seul livre, qui n'a plus de couverture pour savoir l'année d'édition, est entre les mains du seul maître ou enseignant, alors que la forêt du Sankuru peut produire une quantité de pâte à papier capable de couvrir les besoins du pays entier pendant plusieurs années scolaires. Conséquence, beaucoup d'élèves du niveau primaire et secondaire au Sankuru terminent leurs études sans feuilleter un manuel.

À l'école primaire, la majorité des enfants sont assis à même le sol, faisant la calligraphie par terre, fautes de cahiers, de bics et d'ardoises.

L'inefficacité et le mal fonctionnement des écoles contribuent à prolonger inutilement la scolarité de certains enfants du Sankuru à l'école primaire ou secondaire, rendant certains inadaptés aux études qui leur sont offertes.

Aujourd'hui, les parents, qui, autrefois, prenaient en charge les études de leurs enfants, sont devenus dépendants de ces derniers (leurs enfants), surtout, les jeunes filles qui doivent vendre au marché pour faire nourrir la famille et se payer les frais scolaires elles-mêmes.

Dans ces circonstances, un grand nombre de filles et fils du Sankuru tombent ou retombent chaque année dans l'analphabétisme, ce qui fait chuter d'une façon dramatique les pourcentages d'enfants scolarisés dans ce district.

Au niveau de l'emploi, depuis plusieurs années, il n'y a plus d'employeurs fiables au Sankuru, que ce soit au niveau public ou au niveau privé. S'il en existe, l'article 17 (mon frère est là) prime pour l'obtenir. Sinon, il faut apporter une chèvre, un bouc et autres objets en nature pour les hommes. Pour les femmes, si elles sont belles, la chose est simple, mais si elles ne sont pas

admirées par l'employeur, la seule réponse est que l'on ne voudrait pas avoir de problèmes avec votre mari si c'est une femme mariée ou fiancée. Sinon, l'employeur dira que "les travaux à effectuer sont lourds" même si dans l'annonce on cherche un ou secrétaire de direction.

En outre, le peu d'employés qui exercent actuellement leurs métiers sont, soit mal payés ou pas du tout, soit les salaires sont insignifiants, et parfois, ils sont payés en nature. Malgré cela, ces derniers (employés) sont soumis à des oppressions à cause des taxes.

Au niveau de la gestion de biens communautaires, elle est très mauvaise à tous les niveaux et ceci a pour corolaire la misère pour la population du Sankuru. Ceci décourage toute bonne initiative tant interne qu'externe.

Quand on regarde les routes de desserte agricole, aucune d'entre elles n'est en bon état : soit elles sont en dégradation très avancée, soit en abandon total. Il n'existe quasiment plus de routes carrossables, ni de ponts praticables, ni de bacs sur beaucoup de rivières du Sankuru.

Les soins de santé au Sankuru méritent une note spéciale car certains hôpitaux de référence et les centres de santé visités sont devenus des champs de prolifération de toutes épidémies imaginables : syphilis, blennorragie, sida, malnutrition, fièvre, typhoïde, etc. L'environnement étant d'une insalubrité indescriptible, c'est à croire que le microscope n'est plus utilisé pour voir où se cachent les microbes dans les centres de santé.

Les infrastructures médico-sanitaires ont connu une dégradation systématique. Il manque partout des produits pharmaceutiques, du matériel médical et des literies. Il y a très peu de médecins pour les 1.700.000 habitants du district.

L'hebdomadaire new yorkais "*The Wall Street Journal*", dans un long reportage publié le 1^{er} décembre 2000, a donné une description à peine croyable sur la situation sanitaire au Sankuru. Pour illustrer cela, il cite notamment le cas du docteur MALABA de l'hôpital de Lodja à l'époque qui, pour se soigner d'une blessure, a dû recourir aux herbes et aux racines (médecine traditionnelle).

Le tissu économique est complètement désarticulé et détruit. La guerre a mis en évidence beaucoup de faiblesses très graves du district, l'absence d'infrastructures scolaires, médicales, routières, agricoles, télécommunication, etc.

Au Sankuru, l'économie n'a pas fait que stagner, mais s'est plutôt étioyée. Il y a une désindustrialisation intégrale ou totale. Il s'agit ici des anciens fleurons de développement pré-indépendance qui ont tous été démantelés : les cotonnières de Lodja et de Tumba pour la Société Colocoton ; les usines de traitement de caoutchouc de Kutusongo et de Pelenge pour la Société Sakalom ; établissement OPELU qui était devenu SODIKAS/SPRL ; la station expérimentale de l'Institut National d'Études et des Recherches Agricoles à Mukumari Lomela ; les huileries de Lusambo, les savonneries, les rizeries et les fabriques d'huile palmiste de Lodja, sans oublier les petites unités de panification. Rien de tout cela ou presque n'existe plus aujourd'hui ; le Sankuru s'est donc ruralisé entièrement.

Les administrations locales ne disposent plus de pouvoir d'initiative en matière économique. Les opérateurs économiques, quant à eux, font tous le libéralisme commercial. Les élites intellectuelles sont, non seulement divisées, mais dispersées dans les quatre coins du monde, parce que la terre natale ne leur garantit plus la moindre perspective. Il n'existe plus un certain esprit de saine concurrence inter-territoriale susceptible de générer

l'émulation entre les entités administratives du Sankuru.

À l'exception du diocèse de Kole où Mgr NKINGA a fait installer une petite hydraulienne pour la production de l'électricité dont la puissance est très instable, partout ailleurs, les projets de barrage sont restés souvent lettre morte, notamment celui d'un barrage sur la rivière Lokombe à Tshumbe Sainte-Marie, celui d'équipement d'une petite chute aménagée par les Chinois près de la confluence de la rivière Londa à Lodja et le barrage de Lubobo dont la capacité de production d'énergie était estimée jusqu'à 15.000 watts.

L'agriculture est devenue quasiment nulle par rapport à son potentiel. La situation de pauvres paysans du Sankuru qui ne vivaient que de la vente de leurs récoltes est très critique depuis plus d'une décennie. Obligés de marcher sur plusieurs kilomètres entre Lodja et les autres territoires, avec des lots de quelques kilogrammes de récolte sur leurs têtes ou sur leurs épaules pour pouvoir se procurer juste un morceau de savon, ils sont démotivés et ne désirent plus cultiver au-delà des besoins de subsistance. Le bon gain pour un agriculteur provient surtout de l'élevage. Malheureusement, au Sankuru, aucune politique ni initiative pour intensifier l'élevage et la pisciculture.

Le commerce de la viande boucanée constitue l'activité la plus rentable au Sankuru rural actuellement parce qu'elle n'est pas soumise aux saisons. Mais le prix à payer, c'est plusieurs espèces animales qui sont en voie de disparition. Car la viande de "bonobo, de léopard, d'okapi, de crocodile", qui, jadis, était interdite devient aujourd'hui la plus commercialisée parce qu'on peut les abattre facilement. Les "animaux" les plus abattus sont les femelles. Une fois qu'elles sont abattues, le bébé qui s'agrippe à la poitrine de la mère ou à côté de celle-ci est récupéré pour être vendu ou mangé en temps voulu.

Les populations autochtones considèrent **la forêt** aujourd'hui comme leur "supermarché". Ils en tirent la nourriture, la viande, la bière palmiste, les médicaments, les matériaux de construction, le charbon de bois et le bois de chauffe et appauvrissent à grande vitesse leur environnement.

Les rivières, comme les forêts, ne sont pas épargnées. Plus de poissonneuses ni d'autres produits des pêches comme dans le passé. Cependant, le déficit protéique est très prononcé au Sankuru, surtout chez les enfants et les femmes enceintes ou qui allaitent leurs enfants.

Au Sankuru, la débrouillardise des jeunes commerçants ambulants continue à alimenter le fameux article 15 (débrouillez-vous), car ils ramènent constamment des médicaments (parfois périmés et accessibles sans ordonnance), du sel, de la friperie, du savon, des cahiers, etc.

Les trafiquants qui occupent le secteur diamantifère à Lodja (Onyama) et dans d'autres trous à diamant dans le territoire de Lomela ne sont pas souvent des natifs du Sankuru et n'achètent pas correctement ces pierres précieuses. Très souvent, le troc prime (moto, radio, télévision, chaîne musicale, vélo, etc.). Après quelques années d'usage, ils doivent déboursier d'autres sommes pour entretenir ou faire fonctionner ces appareils ou moyens de déplacement (achat de piles ou batterie, pièces de recharge, réparation, ...).

Les infrastructures administratives, qui symbolisaient autrefois l'autorité de l'Etat, sont dans un état de délabrement avancé quand il n'est pas total.

Les relations entre certains groupes ethniques au Sankuru n'ont jamais été pacifiques, notamment entre les gens d'Ekonda (Forêts) et d'Eswe (Savane), entre les bantous et les pygmées. Surtout celles qui existent entre les pygmées et les bantous sont très regrettables et de plus en plus déshonorantes aujourd'hui. La

première source de conflit entre les bantous et les pygmées au Sankuru commence dans l'appellation pygmée, mot dérivé d'un terme grec qui veut dire "un individu qui mesure une coudée" (Ndlr : une coudée équivaut à plus ou moins 50 cm).

Cette distinction sociale, qui fait des pygmées des gens de petite taille, est devenue une injure : "espèce de pygmée" ; parfois, c'est une affirmation gratuite : "quel vrai pygmée !".

Et pour exprimer une curiosité, l'on se laisse dire "donc c'est un pygmée". Lorsqu'un pygmée peut exceller dans un quelconque domaine, ses voisins bantous disent : "même les pygmées aussi ?"

Au Sankuru, jusqu'au 21^{ème} siècle, les pygmées sont encore une propriété des autres tribus. Les voisins disent : "ça, ce sont les pygmées de mon grand père", ou encore, "nos pygmées ne se déplacent jamais sans notre autorisation, ils ne peuvent pas aller sans notre avis".

Les bantous s'aiment si bien qu'ils ne sentent pas leurs propres odeurs, mais répugnent au moindre effluve chez les pygmées ; c'est ainsi que l'on entend dire que "les pygmées sentent mauvais."

L'erreur est humaine. Mais lorsqu'il arrive à un pygmée de se tromper sur un sujet donné, les bantous disent : "un pygmée reste un pygmée", sous – entendu la bêtise.

Pourtant, lorsque les bantous ont besoin des services des pygmées pour une guérison ou un autre service, le pygmée devient "mon frère ou ma sœur ou mon ami".

Sur le plan scolaire, il est dit que la scolarité est obligatoire aux enfants congolais de moins de 12 ans ; or, il y a plus de 90 % d'enfants pygmées au Sankuru qui n'ont pas accès à l'éducation ni à la formation générale, c'est-à-dire qu'ils ne savent ni lire ni écrire leurs noms.

Du point de vue économique, les pygmées, de tradition cueilleurs et chasseurs, ne sont pas formés pour les travaux de la terre ; bien au contraire, ils sont aujourd'hui utilisés par leurs maîtres bantous comme une main d'œuvre à exploiter de façon outrancière dans les travaux agricoles pour être payés en sachets de sel ou avec de la friperie.

En ce qui concerne les soins de santé, une femme pygmée au Sankuru ne prend plus la peine d'amener son enfant malade à l'hôpital, car non seulement le personnel de santé se moque d'elle parce qu'elle est mal vêtue, mais encore, ce personnel exige le carnet de santé de l'enfant ainsi que l'argent qu'elle n'a pas pour payer les frais de consultation. Bref, les pygmées du Sankuru vivent dans un contexte de déshumanisation permanente.

Floribert BELOKO TAKANAKI
Andragogue, expert en développement rural intégré
Chef de projets de développement au Sankuru

**Brève présentation du district de Sankuru situé dans la province
du Kasai Oriental (RD Congo).**

Superficie : 104.331 km², soit près de 5% du territoire national. Subdivision administrative : six territoires, 42 secteurs et 403 groupements (découpage de 1967). Population : 1.798.119 habitants (2003). Densité : 17 habitants / km². Altitude moyenne : de 550 à 650 m. Relief subdivisé en trois zones : zone des plaines, zone des bas plateaux et zone des plateaux.

Température moyenne : environ 25° C.

Terre-Neuve asbl

Terre-Neuve est une association sans but lucratif de droit et d'obligation belge reconnue par la publication au Moniteur belge dans son édition du 15 avril 2004 (Ndlr : numéro d'entreprise : 864.492.110). Elle cherche à mener et promouvoir un ensemble d'actions de nature à stimuler la mise en place des conditions propices à la communication non-violente (CNV) et la gestion positive des conflits. Elle s'inspire de la philosophie du professeur Marshall RONSENBERG qui a fondé le processus de communication non-violente depuis les années soixante.

Née de l'initiative de J.-M. NDUWAMUNGU, belge d'origine burundaise dont l'expérience de vie et de travail dans différentes ONG l'a poussé à préconiser et développer une philosophie et mode de vie fondées sur la non violence, en essayant de trouver un terrain d'entente pour différentes composantes de la population sur le plan social, ethnique ou religieux. L'idée de créer une ASBL aux objectifs cités s'est renforcée à la suite d'une formation en communication non violente suivie à Louvain-la-Neuve, formation dont il est sorti avec une ferme volonté de partager cet outil du "bon vivre ensemble" en créant "Terre Neuve". Comme on ne peut lancer seul une action de grande envergure, il a pris contact avec certaines personnes qu'il estimait partager la même vision, entre autres F. RYCKMANS, M. BATAMURIZA, A. WAELBROECK, A. BACANAMWO, S. VANDENBULCKE, M. VANDENBULCKE

De par cette vision, Terre-Neuve avait comme première population cible, celle du Burundi, pays marqué par des violences cycliques au cours de ces quatre dernières décennies. Dans un premier temps, Terre-Neuve a trouvé mieux de concentrer son action sur une seule province, celle de Gitega, au centre du pays. À présent, une équipe de Terre-Neuve est active dans cette province et

pourra étendre son action dès que les moyens le permettront.

Des actions et projets de Terre-Neuve

Comme on l'a dit plus haut, l'association a pour **objectif de promouvoir, d'encadrer, de former et de favoriser l'entente entre des personnes, quelles que soient leurs origines ethniques, leurs convictions religieuses et les couches socio-économiques auxquelles elles appartiennent.** Pour atteindre cet objectif, Terre-Neuve procède par des formations théoriques et pratiques en matière de la communication non-violente (CNV) et de la gestion positive des conflits ainsi que par l'initiation des projets de nature à améliorer l'accès des communautés démunies à des outils et méthodes qui les aident à développer des activités socio-économiques.

Quelques réalisations passées :

Au Burundi

- Mission d'identification, du 29 juin au 11 août 2003 ;

- Séminaire en communication non-violente (CNV) et en gestion positive des conflits pour les membres de l'équipe de Terre-Neuve burundaise ;

- Intervention aux activités socio-économique en province de Gitega ;

- Mission d'instruction, du 29 août au 19 septembre 2005 ;

- Elaboration d'un projet pour un délai de trois années ;

- Atelier de Communication Non Violente (CNV) au Burundi, chef-lieu de la province Gitega, mai 2006 ;

- Mission d'instruction, du 29 mars au 16 Avril 2007 ;

- Formation en communication non violente (CNV) et en gestion positive des conflits à Gitega, du 5 au 11 Avril 2007 ;

- Mission d'instruction, du 22 juillet au 19 août 2007 ;

- Mission d'instruction, du 30 septembre au 11 novembre 2007 ;

- Elaboration d'un plan de développement communautaire TN au Burundi ;

- Elaboration d'un plan d'action humanitaire TN pour les pays sinistrés ;

En Belgique

- Participation aux ateliers de la communication non-violente (CNV) et de la gestion positive des conflits,

- Intervention dans la résolution des différends dans diverses communautés ;

- Organisation de stands d'informations sur nos projets pour le Burundi lors des festivités dans toute la Belgique ;

- Formation en communication non-violente (CNV) et en gestion positive des conflits dans le cadre de l'égalité des chances entre hommes et femmes à Waimes sous le haut patronage de M^{me} Brigitte GROUWELS, Secrétaire d'État à la région de Bruxelles – Capitale, du 24 au 26 novembre 2006 ;

- Formation en communication non-violente (CNV) et en gestion positive des conflits dans le cadre de l'égalité des chances entre hommes et femmes à Waimes sous le haut patronage de M^{me} Brigitte GROUWELS, Secrétaire d'État à la région de Bruxelles – Capitale, du 4 au 6 mai 2007 ;

- Elaboration d'un projet pour l'intégration des personnes issues de l'immigration pour la commission de la communauté flamande au niveau de la région de Bruxelles – Capitale ;

- Elaboration d'un plan d'action TN pour la Belgique.

Les stands déjà tenus et activités en CNV

- La ville de Bruxelles : du 30 juin au 2 juillet lors des événements du festival Couleur café ;

- Commune d'Uccle : le 21 août 2006, lors du marché hebdomadaire ;

- Commune de Braine l'Alleud, du 2 au 3 septembre 2006, lors de la braderie annuelle ;

- Commune de Ganshoren, du 9 au 10 septembre 2006, lors du marché annuel ;

- Le 13 septembre 2006, intervention sur les thèmes : la violence et la délinquance chez les jeunes lors de la balade en bateau avec quatre-vingt participants, en présence de M^{me} la Ministre Brigitte GOUWELS, au canal de Bruxelles ;

- Commune d'Uccle, le 16 septembre 2006, lors de la foire annuelle ;

- Le 17 septembre 2006, Province de Namur, Commune de Havelange, localité de Maffe et Méan lors de la foire des fromages.

Quelques projets en cours

- Mise au point d'un plan stratégique pour cinq ans au Burundi. Ce plan stratégique Terre-Neuve cherchera à améliorer les conditions des groupes-cibles à travers des actions déjà identifiées.

- Mise au point d'un projet de sensibilisation de l'opinion publique belge aux problématiques de développement en pays subsaharien. L'amélioration des conditions matérielles ne suffit pas à elle seule pour apporter des changements chez une population meurtrie par des années de violence.

Ramener la confiance entre voisins ou ennemis d'hier pourrait être un investissement de départ visant à lancer des activités diversifiées. Concrètement, le projet Terre-Neuve vise les objectifs spécifiques suivants : renforcer la culture de la paix notamment par la promotion de la communication non-violente dans les différentes couches de la population dans l'intérêt de favoriser le dialogue entre les différentes composantes de la population encore marquées par les années de

conflits, des déplacements intérieurs et d'exil ; transmettre et diffuser les techniques permettant une meilleure gestion des conflits.

Non seulement cela, Terre-Neuve asbl dispose des programmes et des projets diversifiés en Belgique, au Burundi et dans le reste du monde. Toutes nos actions sur le Burundi se développent en collaboration avec Terre-Neuve Burundi.

Pour soutenir les actions de Terre-Neuve, se tenir informé des actions de

Terre-Neuve et/ou devenir membre de Terre-Neuve, vous pouvez envoyer un courrier au siège de l'association à l'adresse suivante : Rue de Bodeghem, 18 1000 Bruxelles. E-mail : terreneuve9@yahoo.fr

Faire un don à l'asbl Terre – Neuve, qui a aussi besoin de votre appui financier selon vos possibilités, est possible au numéro de compte de l'association : 068 -2376776 -12

J.-M. NDUWAMUNGU
Président-Fondateur

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Les élections des porte-parole des étudiants à Bukavu quel modèle pour la société ?

Dans les institutions d'enseignement supérieur en RD Congo, chaque année, les étudiants doivent élire un porte-parole. Le déroulement de ces élections est-il représentatif de la société démocratique que nous voulons former ?

Les attentes

L'activité électorale bien organisée constitue un gage de stabilité sociale. L'élection légitime le pouvoir de l'élu, qui bénéficie du soutien réel des électeurs pour la durée de son mandat. La rencontre d'un certain nombre de critères assure une bonne organisation électorale. Les candidats doivent faire preuve de maturité, d'un sens élevé de la responsabilité, de l'engagement, de loyauté, d'honnêteté, de capacité éprouvée de bien cerner les problèmes complexes liés aux étudiants. Bref, il faut un candidat doué d'une personnalité bien avérée. Quant aux électeurs, ils devront exercer leur rationalité électorale. Cette valeur privilégie le recours à la raison, dont l'objectivité est l'expression et le civisme le fondement. Les enjeux électoraux du porte-parole sont à chercher dans les conditions d'étude des étudiants. Les

problèmes sont nombreux et touchent tous les secteurs de la vie académique. Les étudiants se plaignent de l'élasticité des années académiques. Actuellement, aucun calendrier uniforme et bien observé n'existe dans les institutions supérieures et universités. On ne connaît pas la date de la rentrée académique, encore moins celle de sa clôture. Les prévisions budgétaires des étudiants basculent, surtout pour ceux qui résident dans les campus, loin de leur famille.

Apparenté à ce problème, celui de la qualité de l'enseignement se pose avec acuité, principalement en raison de l'absence de professeurs permanents. Comment faire un calendrier quand la majorité des enseignants sont des visiteurs ? Un autre problème pressant découle de la considération même de l'étudiant, qui estime avoir perdu son statut d'antan. Selon lui, ses revendications (bourses, bâtiments décents, création de l'emploi, ...) ne sont plus prises en compte par l'Etat, qui devrait pourtant jouer un rôle moteur dans l'encadrement des étudiants. Visiblement, ces problèmes et d'autres encore sont au cœur des préoccupations des étudiants électeurs.

Les appartenances tribalo-ethniques

Lors des élections dans les grands instituts supérieurs de la place, deux groupes d'étudiants se dessinent : la grande famille, constituée par les étudiants de la tribu *Shi*, et la petite famille, majoritairement *Rega*. Les étudiants des tribus minoritaires se rangent d'un côté ou de l'autre selon qu'ils s'estiment plus proches des uns ou des autres. En période post-électorale, ces clivages subsistent, souvent d'une manière occulte. Bien que les critères d'éligibilité soient clairement définis par les autorités académiques (ne pas être en classe terminale d'un cycle, avoir payé une tranche au moins des frais académiques, être inscrit au rôle), ceux posés pour être électeurs (être régulièrement inscrit, avoir payé 50% des frais académiques) sont souvent contestés par les étudiants incapables de s'y conformer. Pour eux, ce critère lié au paiement vise à les exclure. Ils soutiennent que cette exclusion entraînera l'échec de leur candidat. Ils considèrent que les autorités font preuve de partialité, non seulement envers la personne du candidat mais aussi de sa tribu. Ils disent que les autorités visent à soutenir le candidat qui défendra le mieux leurs intérêts.

Autant qu'il lui paraît possible, le candidat cherche à mobiliser des moyens pour payer les frais académiques des électeurs de sa tribu. Au cas contraire, son camp se sent frustré. En revenant sur ce critère tribal, on peut se demander si un porte-parole élu sur cette base défendra les intérêts de tous les étudiants ou plutôt ceux des siens. Pour ces derniers, il apparaît que la personne n'est pas prise en compte, car elle est dissoute dans ce que sa communauté représente pour les autres. Dans ces institutions, les étudiants s'identifient entre eux suivant l'appartenance à un espace géographique commun, à une langue. Ces sentiments exacerbent l'exclusion entre les étudiants, compte tenu des communications conventionnelles reconnues à chaque groupe.

Le constat de R. STEICHEN et P. SERVAIS¹ est frappant : il est fort possible qu'un même locuteur module une même langue selon des stratégies conventionnelles très mouvantes, cherchant ainsi à faire valoir un sentiment d'appartenance, une inclusion identitaire en exploitant un lexique familier. Dans les nominations des ministres, les critères de compétence, d'honnêteté sont bafoués, ce qui expose à la défaillance, à l'inefficacité, voire à la médiocrité dans le travail. En pareille situation, toute idée de contradiction, d'innovation ne trouve pas d'unanimité. En résulte le statu quo dans l'action du gouvernement. Du fait que les étudiants constituent une force sociale, le pouvoir du porte-parole ne se limite pas au niveau de son institution. Parfois, les politiques en mal de positionnement s'en servent pour solliciter un appui afin de soutenir leurs ambitions politiques. La politisation du milieu universitaire est devenue un phénomène récurrent, entraînant des dégâts incalculables. L'appui que le porte-parole et les siens apportent aux politiques est une réponse au soutien financier reçu lors des campagnes électorales. Ce soutien des politiques est réel, au vu des sommes qu'exige la campagne : location de véhicules, cocktail, impression de photos, t-shirts ... La précarité de la vie au campus ne permet pas au candidat de supporter seul ce coût. Quoi qu'il en soit, un soutien financier proviendrait de tiers qui trouvent en ces élections l'occasion de se positionner.

Les conséquences

Contestations et violences sont très fréquentes au lendemain de la publication des résultats. Elles prennent plusieurs formes : de l'insoumission aux ordres des autorités jusqu'aux arrêts des enseignements, des barricades routières aux destructions méchantes, des oppositions larvées aux bagarres rangées. Ceci reflète bien l'image des politiques au

¹R. STEICHEN et P. SERVAIS (sous la direction), Identification et identités dans les familles, individus ? personne ?, sujet ? Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 1998, p. 176.

lendemain de la publication des résultats dans la plupart des pays africains. Tout porte à croire que l'étudiant, loin d'être un intellectuel, reste le simple dépositaire d'un diplôme, passif pour répondre aux problèmes de son temps. Cette absence de conscience intellectuelle perturbe la bonne marche de la société. Il est nécessaire de redresser les mentalités pour que l'étudiant joue valablement son rôle. Si rien n'est fait, ces antivaleurs risquent d'embraser toute la société. L'institution universitaire en serait la première victime. Elle serait en train de former des étudiants contre elle-même et contre toute la société. Pour remplir sa mission, l'université a besoin d'étudiants intègres et responsables. Par contre, l'attitude ponctuée par le tribalisme est inquiétante.

Il est bon de préciser que la culture de la facilité domine dans nos universités. Au nom de la tribu, l'étudiant obtient facilement des points, pratique connue sous l'expression "points tribalement transmissibles". L'étudiant mobilise sa tribu pour attirer et capter l'attention de l'enseignant. Elle est une forme de corruption qui s'ajoute à d'autres (biens matériels, "points sexuellement transmissibles"...). Elle nous paraît la plus dangereuse, compte tenu de son expansion et de son impact sur d'autres secteurs sociaux. Une fois sortis de l'université, ces hommes et ces femmes sont appelés à servir dans différentes institutions. À ce moment, ils devront prouver leur sens de l'éthique professionnelle. Les antivaleurs tribales qui gangrènent le monde professoral ne font-elles pas suite à celles déjà vécues dans les universités ?

Les raisons d'espérer : changements d'attitudes

Les enseignants : une mission de plus

Les enseignants sont directement concernés par cette mission. En plus de l'acquisition du savoir, les étudiants ont besoin d'une bonne formation éthique, en vue de devenir des citoyens responsables. Les enseignants doivent servir de miroirs et de modèles. Ils sont des acteurs

incontournables appelés à s'impliquer activement pour un avenir meilleur de notre société. Par leur manière d'être et leur façon d'agir, ils serviront de modèles. Tous les agents de socialisation doivent remplir valablement leur rôle. On attend de l'université qu'elle joue bien son rôle capital. De l'avis d'A. TOURAINÉ, l'université tient une place centrale parce que la production de la connaissance est un élément très important du développement social. À ses yeux, les universitaires sont des intercesseurs entre les valeurs de la société, ils possèdent une culture fondée sur l'universalisme de la connaissance. Conscients de cette responsabilité, ils doivent adopter un comportement conséquent. S'ils intériorisent cette grande mission, ils seront de vrais acteurs pour transformer la société.

Priorité au renforcement des capacités de l'étudiant

Cette dynamique sera plus prometteuse si son contenu est novateur. Elle privilégie la nécessité d'assurer une formation permanente aux individus, en vue d'accroître leur rendement. Cette formation devra être réaliste. Elle tentera d'outiller l'étudiant de stratégies efficaces pour l'intégrer d'abord au sein de son institution, et plus tard dans sa corporation professionnelle. L'impact de cette démarche sera palpable, compte tenu de la pertinence des thèmes sur lesquels portera la formation, thèmes liés à la dynamique de groupes, à la culture démocratique, à la non-violence active, au développement. Leur mesure de vérification sera fonction de l'adoption de nouvelles attitudes positives. Dans cette même approche seront encouragées des activités ludiques, culturelles et sportives dont l'impact sera visible. Celles-ci assureront l'épanouissement social de l'étudiant par des échanges permanents. Elles permettront aux étudiants de se rapprocher davantage les uns des autres. Dans ce cas, le milieu universitaire sera le lieu où se développe une culture d'excellence, apanage de l'étudiant.

Roger BIRHASHIRWA, licencié en sociologie, Bukavu

Haro sur le lingala facile !

Le concept de "lingala facile" est construit sur le modèle de celui du "français facile". Nous allons brièvement montrer que, malheureusement, les deux concepts ne fonctionnent pas de la même manière dans les deux langues et que le concept de "lingala facile" est nuisible à l'image de cette langue et à notre patriotisme linguistique, si l'on nous permet cette grandiloquence.

Radio France Internationale diffuse périodiquement son journal "en français facile". Qu'est-ce à dire ? Cette expression repose sur la réalité que chaque langue a plusieurs niveaux d'expression ou registres. Il y a un registre disons savant, peu accessible au grand nombre et un registre plus "*soft*" (passez-nous cet anglicisme) et donc accessible au plus grand nombre. Ces registres sont des réalités *intralinguistiques*. Nous voulons dire que ces registres sont des réalités identifiées ou à identifier à l'intérieur d'une langue donnée. La même réalité, on peut l'exprimer de manière simple, accessible à tout un chacun ou en recourant au langage technique, plutôt opaque.

À présent, donnez-vous la peine d'écouter le journaliste qui diffuse sur internet les informations en "lingala" soi-disant facile. Que constatez-vous ? Ce "lingala soi-disant facile" consiste en un amalgame entre quelques mots du lingala et des mots de la langue française. Autrement dit, le lingala facile ne joue pas sur la réalité des registres intralinguistiques auquel recourt le français facile. Le lingala facile est basé sur une capitulation linguistique, sur l'ignorance ou le sentiment exprimé inconsciemment de l'absence de niveaux de langage en lingala et sur l'incapacité de transmettre l'information en n'utilisant que les seuls mots de cette langue. Cette pratique langagière dénie le caractère d'omnipotence linguistique au lingala (langue officielle en RD Congo depuis la Conférence Nationale Souveraine).

L'omnipotence linguistique est cette capacité intrinsèque à toute langue naturelle comme le lingala. Cette caractéristique permet "aux signifiés de s'appliquer par élasticité à des sens toujours nouveaux" et se traduit par la "créativité de parole", la "créativité métaphorique" sans cesse renouvelée. En bref et pour être moins technique, chaque langue a la capacité de traduire l'expérience de ses usagers de manière quasi infinie. Autrement dit, grâce au lingala, au kikongo, au ciluba ou au kiswahili, nous pouvons transmettre toutes les informations de manière autonome et sans emprunter aussi servilement comme le fait le "speaker" du lingala facile. Il y a dans notre pays des spécialistes auxquels on peut faire appel pour aider à élaborer un lingala autonome et bouter dehors cette espèce de langue hybride qui choque notre patriotisme linguistique profond. Les Kinois n'ont aucun respect envers le lingala. Tous (musiciens, politiques, hommes de la rue, Belgicains, etc.) s'expriment ainsi et ne font aucun effort pour maîtriser le fond lexical de cette langue qui est plus riche que ne le laissent entendre quelques raccourcis infondés. **Compatriotes, le lingala facile est une honte et une trahison.**

TEDANGA Ipota Bembela

PERSPECTIVES ET POLITIQUE

Afrique/Haïti : le bilan en clair-obscur des indépendances en postcolonies noires (suite et fin)

1- Qu'est-ce que les autres, c'est-à-dire les acteurs historiques dominants, ont fait d'Haïti et de l'Afrique noire ?

La première question consiste à porter une attention aux conditions historiques externes qui expliquent la pauvreté politique et économique d'Haïti et du continent noir au 21^{ème} siècle. Il ne s'agit pas ici de se positionner dans un registre ou une posture victimaire, mais d'utiliser l'histoire, ses acteurs et ses actions comme causes explicatives de nombreuses carences haïtiennes et africaines d'aujourd'hui. De nombreuses études scientifiques, notamment économiques, montrent que les conditions initiales influencent positivement ou négativement les trajectoires de développement des pays.

Les théories de la croissance endogène ainsi que la *geographical economics*, dont l'un des inspirateurs est le prix Nobel d'économie Paul KRUGMAN, montrent que des pays qui se sont intégrés au commerce international par des créneaux subalternes comme les pays africains (spécialisation rentière), restent actuellement bloqués dans des trends de croissance bas. Haïti et l'Afrique ont été intégrés au commerce international comme fournisseurs de matières premières à l'économie-monde occidentale née au 15^{ème} siècle. S'agissant d'Haïti, la question : "qu'est-ce que les autres, c'est-à-dire les acteurs historiques dominants, ont fait d'Haïti ?" est hautement importante.

Il faut, en effet, rappeler, concernant Haïti, que les Espagnols puis les Français y ont installé un Etat colonial basé, non seulement sur la supériorité proclamée et instituée de la race blanche sur la race noire, mais aussi sur l'appropriation raciale des richesses de

l'île au profit de la race blanche et le déni de citoyenneté aux autochtones esclavagisés. Les Français s'installent donc à Saint-Domingue et y bâtissent des fortunes colossales sur lesquelles règnent en maître 30.000 colons sur 500.000 esclaves noirs. L'ordre est fondé sur l'exploitation, la violence et la terreur envers les esclaves. À la sortie de l'Ancien Régime, Haïti représente près de sixième de toute la richesse de la France.

La suite de l'histoire montre que Napoléon, n'appréciant pas la révolte des esclaves menée par Toussaint LOUVERTURE, enverra une armée dirigée par son beau-frère, le général LECLERC, afin de rétablir l'esclavage et la domination française, le 20 mai 1802. Les Français feront prisonnier Toussaint LOUVERTURE qui mourra à Joux (France) en 1803.

Le comble de l'injustice est qu'après l'assassinat de Jean-Jacques DESSALINES en 1806, CHARLES X pose une condition nauséabonde pour reconnaître la souveraineté d'Haïti : la France ne reconnaîtra l'indépendance d'Haïti qu'en échange d'un paiement de 150.000.000 de francs-or d'indemnités. Une somme exorbitante qui plombait durablement le développement du jeune Etat même si elle est ramenée à 90 millions². Haïti réglera cette somme jusqu'en 1888 ! Comme quoi, si tu ne veux pas que je t'envahisse à nouveau, tu me paies.

Cette histoire montre comment, pour avoir la paix, c'est-à-dire le droit de mériter son indépendance et de ne pas se faire envahir à nouveau par la France, Haïti, déjà spolié par la même France pendant des centaines d'années, dut

² GAUTERET J., "Haïti, la malédiction", Le Monde, 15 janvier 2010, p. 15.

transférer des ressources à ladite France pour que celle-ci indemnise des colons qui avaient été chassés par les Haïtiens. C'est aussi ces conditions initiales d'exploitation et d'injustice qui expliquent encore aujourd'hui les oppositions et affrontements entre mulâtres et Noirs haïtiens. Les premiers, considérés plus proches des Blancs dont la race fut proclamée supérieure à celle des Noirs, ont gardé une longue mémoire de leur complexe de supériorité. De même, la déforestation poussée dont souffre aujourd'hui le pays provient aussi du passage de l'agriculture exportatrice à l'agriculture de subsistance extensive après l'abolition de l'esclavage.

Ces conditions historiques initiales d'Haïti sont très proches de celles de l'Afrique qui, de 1800 à 1960, va connaître la traite négrière, la colonisation et l'exploitation à outrance de ses ressources humaines et naturelles. Force est de constater que c'est le pacte colonial, régime commercial autarcique de cette période-là, qui a défini la forme d'intégration rentière de l'Afrique au commerce international. C'est le même profil d'échanges qui se poursuit au sein de la coopération UE/ACP et des Accords de Partenariats Économiques (APE) en négociation de nos jours.

En outre, les indépendances africaines ont vu l'élimination physique de tous ceux des Africains qui voulaient une indépendance réelle des nouveaux États par rapport aux anciennes puissances coloniales. Le pouvoir politique est ainsi tombé aux mains de ceux des Africains qui acceptaient que les métropoles gardent la main sur les nouveaux États indépendants. Le néocolonialisme ne s'est, par la suite, que naturellement renforcé dans un monde où les intérêts dominent et où les États forts sont des loups pour des États faibles comme les États africains. Ces conditions initiales influencent donc pendant très longtemps les dynamiques futures des États car Haïti d'aujourd'hui et les États africains d'aujourd'hui traînent encore les effets retardataires induits par ce que les

autres ont fait d'eux. Il n'y a pas de victoire sans victimes. Les pays dits développés ont remporté la bataille du développement et ont obligatoirement fait des victimes. Celles-ci sont aujourd'hui les pays du Sud dont l'Afrique et la biodiversité en péril.

2- Qu'est-ce qu'Haïti et l'Afrique noire se sont faits à eux-mêmes pour encore être à ce point à la traîne au 21^{ème} siècle ?

Cette deuxième question semble aussi utile sinon plus cruciale que la première car, comme déjà signalé, cela fait 200 ans d'indépendance pour Haïti et 50 ans d'indépendance pour l'Afrique. Qui dit indépendance, dit aussi automatiquement prise de pouvoir par des Haïtiens et par des Africains qui deviennent ainsi maîtres de leurs destins. Qui dit prise de pouvoir dit aussi maîtrise du temps, de l'espace et orientation de son écosystème socio-politique suivant les objectifs que l'on juge utiles pour le développement de celui-ci. Le reconnaître implique donc aussi d'accepter que l'image que présentent Haïti et l'Afrique aujourd'hui est aussi celle que les leaders haïtiens et africains postcoloniaux y ont fabriquée.

Les gouvernances meurtrières, régressives et néfastes des MOBUTU, AHIDJO, SEKOU TOURE, Macias NGUEMA, BOKASSA, Léon MBA, Idi AMIN DADA et de leurs successeurs Omar BONGO, Paul BIYA, SASSOU NGUESSO, EYADEMA, LANSANA CONTE, Blaise CAMPAORE, Samuel NDO, Charles TAYLOR, BOZIZE et d'autres, sont largement responsables de l'absence de développement en Afrique autant que l'est le règne de l'atroce dictature de François DUVALIER de 1956 à 1986 en Haïti.

À la place du développement, les Haïtiens et les Africains ont eu droit à la terreur et à l'exploitation orchestrées par leurs propres frères au pouvoir depuis les indépendances. Les "tontons macoutes" des tristement célèbres "papa et baby

Doc" ont donc terrorisé et tué autant que "les chimères", les bandes armées composées de Noirs avec lesquelles le prêtre Jean-Bertrand ARISTIDE va instaurer sa dictature en Haïti de 1991 à 1994. Tous ces pouvoirs haïtiens et africains ont, au lieu de développer leur pays, à chaque fois laissé ceux-ci au bord de la faillite politique et économique avec les conséquences sociales qui se passent de commentaires.

Tout semble montrer que les dirigeants haïtiens et africains d'après les indépendances seraient tous des "névrosés" de la colonisation au sens où leur gouvernance a consisté à rétablir un ordre colonial cette fois-ci endogène. Ce que Franz FANON³ espérait, c'est-à-dire la naissance d'un Homme nouveau grâce aux indépendances, n'a pas eu lieu. Ceux qui ont succédé aux colons ont reproduit des classifications et des dominations en vigueur lors de l'État-colonial. Les *peaux noires, masques blancs* se sont multipliés au point de croire que les violences physique, politique et structurelle étaient les principaux objectifs poursuivis par les dirigeants haïtiens et africains.

En conséquence, les Africains sont encore très majoritairement du côté *des damnés de la terre*⁴ au 21^{ème} siècle. Il y eut pourtant un *mouvement nègre*⁵ qui prépara une "belle aurore" et des temps meilleurs pour un continent occupé et méprisé pendant longtemps. Les indépendances et la pensée noires qui se développèrent par le biais dudit mouvement nègre de la France à Harlem en passant par l'Afrique, permirent au continent, à ses hommes, femmes et enfants de naître de nouveau pleinement au monde, non parce qu'ils n'y étaient pas avant, mais parce qu'une hiérarchisation

et une organisation raciales les en exclurent pendant un certain temps.

Cependant, au 21^{ème} siècle, l'image du "Nègre comique et laid" dans un tramway, à l'allure simiesque, modelé ou défiguré par une pauvreté absolue et dont la simple vue horrifia l'étudiant martiniquais du *cahier d'un retour au pays natal* parce qu'elle lui fit prendre conscience du racisme⁶, n'est pas très différente de celles qui passent en boucle aujourd'hui dans les médias internationaux et qui montrent une Afrique pauvre, une Afrique malade, une Afrique affamée et une Afrique en guerre. Ces images occultent peut-être l'autre Afrique et d'autres Africains qui gagnent et innovent, mais elles sont aussi la triste réalité de ce continent où la révolution africaine que souhaitait Franz FANON⁷ de toutes ses forces et par tous les moyens, y compris la violence, n'a toujours pas eu lieu. Il eut pourtant quelques éclairs comme Thomas SANKARA que l'Afrique aura elle-même contribué à éradiquer.

Il est donc important, au moment où nous parlons du cinquantenaire des indépendances africaines, que les Africains et l'Afrique pensent d'abord à ce qu'ils se sont faits à eux-mêmes depuis un demi-siècle. Il est crucial qu'ils regardent et jugent froidement le sort qu'ils se sont eux-mêmes réservé. Ce cinquantenaire ne peut être fructueux et digne d'enseignements opportuns pour l'avenir que si les Africains, comme le dit le proverbe, *balaiant d'abord devant leurs propres cours avant de regarder les saletés qui tapissent celles des autres*.

CAMARA LAYE, dont l'ouvrage, *L'enfant noir*, fut critiqué par d'autres Africains écrivains parce qu'il écrivit un livre dénué de toute référence à la colonisation⁸ n'avait pas totalement tort.

³ FANON F., *Peau noire, masques blancs*. Paris, Le Seuil, 1952.

⁴ FANON F., *Les Damnés de la terre*. Paris, Librairie François Maspero, 1968.

⁵ DEWITTE P., *Les Mouvements nègres en France, 1919-1939*. Paris, L'Harmattan, 1985.

⁶ CESAIRE A., *Cahier d'un retour au pays natal*. Paris, Présence Africaine, 1956.

⁷ FANON F., *Pour la Révolution africaine*. Paris, La Découverte, 2006.

⁸ CAMARA L., *L'enfant noir*. Paris, Nathan, 1964.

La vie du jeune africain au sein de sa forge et vivant au gré de l'Afrique des villages⁹ dont parle Jean-Marc ELA, sert aussi à regarder sa propre vie de l'intérieur ainsi que cette Afrique-là qu'il faut sortir du statut d'éternelle victime pour devenir un objet de critique réflexive par les Africains eux-mêmes¹⁰. C'est aussi ça être indépendant !

À ce titre, *L'aventure ambiguë*,¹¹ dont parlait déjà Cheik HAMIDOU KANE, il y a de cela plusieurs années, est encore plus ambiguë aujourd'hui au point où il n'est pas exagéré de dire que l'Afrique fête, en 2010, ses Cinquante Ambiguës. Étant donné que les tribulations de BANDA, personnage central de *Ville cruelle* d'Alexandre BIYIDI¹², sont encore semblables, voire pires que celles des subsahariens d'aujourd'hui, l'Afrique ne semble pas encore sortie de la crise du Muntu¹³ dont parle Fabien EBOUSSI BOULAGA dans son ouvrage devenu un classique. C'est scandaleux, cinquante ans après les indépendances.

3- Qu'est-ce qui cloche réellement en postcolonies noires au 21^{ème} siècle ?

Les postcolonies, ces entités territoriales, socio-politiques et économiques sorties du joug colonial il y a quelques cinquante ans dans le cas de l'Afrique, sont, comme le dit Achille MBEMBE, à analyser dans la stature épistémologique d'une faille¹⁴. Celle-ci montre, par le biais de deux questions précédentes, que l'Afrique est, dans le cas

d'espèce, à la fois le produit de ce que les autres ont fait d'elle et de ce qu'elle s'est faite à elle-même. Les dynamiques exogènes (cultures importées) et endogènes (cultures autochtones) y sont en confluence et sont obligées de produire un monde au service de la vie des Hommes. Être en situation de devoir produire des conditions de possibilité et de fonctionnalité d'une vie sociétale et sociale digne à partir du point de rencontre d'au moins deux dynamiques contraires, n'est pas le propre de la seule Afrique.

Il semble, étant donné qu'aucune civilisation n'a vécue en autarcie et que plusieurs ont été détournées et même phagocytées, que c'est très souvent la situation à partir de laquelle plusieurs peuples doivent rebâtir ou ont été amenés à le faire. Si la Chine est la puissance qu'elle est aujourd'hui, c'est parce qu'elle a trouvé en elle-même la capacité de se relancer après les deux guerres de l'opium, la destruction du célèbre et luxueux palais d'été de Pékin par les Anglais et les Français au 19^{ème} siècle, l'invasion du Japon et les catastrophes humaines de la révolution culturelle de MAO ZEDONG. Mêmement pour l'Inde qui s'en sort aussi honorablement, malgré l'occupation anglaise qui ne fut pas moins traumatisante que la colonisation de l'Afrique par les puissances colonisatrices.

Si ces deux pays, parmi d'autres, se rebâtissent et deviennent des endroits où la vie redevient digne d'être vécue, c'est en grande partie et surtout grâce à des élites qui ont décidé de prendre leur responsabilité. Les postcolonies africaines peuvent donc aussi le faire à condition que les pouvoirs en place soient au service de la vie des Hommes. Le problème interne fondamental aux postcolonies africaines est donc celui des politiques menées (*policies*), de la gouvernance au sens de logique propre de l'ordre politique (*polity*) de laquelle dépend le produit de l'activité politique (*politics*).

⁹ ELA J-M., *L'Afrique des villages*. Paris, Karthala, 1987.

¹⁰ SHANDA TOMNE J.C., *Fondements culturels du retard de l'Afrique*. Paris, L'Harmattan, 2009.

¹¹ HAMIDOU KANE C. *L'aventure Ambiguë*. Paris, Julliard, 1961.

¹² EZA-BOTO, *Ville cruelle*. Paris, Présence Africaine, 1988.

¹³ EBOUSSI BOULAGA F., *La crise du Muntu. Authenticité africaine et philosophie*. Paris, Présence Africaine, 1997.

¹⁴ MBEMBE A., *De la Postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris, Karthala, 2000.

Si les conditions initiales et historiques rendaient complètement irréversibles le *trend* de développement d'un pays, l'Allemagne, la Pologne qui parfois disparaissait et réapparaissait comme pays, la France et le Japon détruits après la Deuxième guerre mondiale, seraient parmi les pays les plus pauvres aujourd'hui. Mais la force des Hommes et des politiques a remis debout ces États. D'aucuns diront que ce fut possible grâce au plan MARSHALL mais le plan MARSHALL ne put relancer ces pays que parce que ceux qui gèrent ses ressources le firent avec un esprit civique et responsable. Celui-ci manque cruellement dans une Afrique et un Haïti du 21^{ème} siècle où la corruption, les détournements de deniers publics, de l'aide au développement, l'enrichissement personnel et le népotisme sont de véritables "régresseurs" de développement.

C'est au niveau de la nature du pouvoir et du mode de gouvernance qui en résulte qu'il y a problème, étant donné que l'Afrique regorge de spécialistes mondialement reconnus dans tous les domaines des sciences exactes, des sciences humaines, des arts, du sport et de la politique. Elle a aussi toutes les ressources naturelles qui peuvent exister au monde et concourir à son développement. Mobiliser son capital naturel et le rendre utile à la vie grâce à son capital humain, dépendent des politiques qui sont menées localement.

La mondialisation ne peut être heureuse et maîtrisée qu'à partir du local. Si un élu local comme Alain JUPPE transforme Bordeaux en France, c'est parce que c'est au niveau local que les hommes politiques ont les coudées franches. C'est au niveau local qu'elles tiennent les manettes du pouvoir structurel et peuvent réaliser du concret qui améliore

la vie des Hommes. La décentralisation est donc centrale en Afrique au 21^{ème} siècle, non pour se conformer aux exigences du marché et augmenter les impôts, mais pour donner de la consistance aux pouvoirs locaux qui s'occupent du quotidien des populations.

Le niveau national est sans cesse contrarié par les injonctions de la mondialisation au point où le développement et l'intégration de l'Afrique à la mondialisation se feront par le développement local où le point focal de la faille peut facilement expulser les externalités négatives des dynamiques exogènes en servant d'incubateur aux cultures et manières de vie des terroirs.

Ceci dit, cinquante ans après, l'Afrique s'est libérée formellement de la présence physique sur ses territoires des hommes, des femmes, des lois et des modes de vie venus d'ailleurs. Son identité actuelle est un cocktail entre ce qui était déjà là et ce qui s'est ajouté à cette présence culturelle et normative. Son grand combat actuel est de se libérer d'elle-même, c'est-à-dire des Africains qui ont le pouvoir depuis cinquante ans mais (ré) asservissent leur continent. Les luttes doivent donc continuer au 21^{ème} siècle en postcolonies noires.

Elles ne sont plus seulement à mener contre un système international parfois historiquement injuste, mais aussi contre une certaine Afrique et certains Africains devenus de véritables semeurs du désespoir. Tels sont les termes d'un nouveau combat capable de mettre fin à l'irruption des pauvres une fois les sociétés des postcolonies noires vainqueurs du pouvoir, de l'ingérence et de l'argent (ELA J.M., Afrique, L'irruption des Pauvres - Société contre ingérence, pouvoir et argent. Paris, L'Harmattan, 1994). Le salut des peuples doit en effet rester la loi suprême.

Thierry AMOUGOU

À propos de l'indépendance de la RD Congo **Entretien avec A. KISONGA MAZAKALA,** **ancien ambassadeur à Bruxelles**

L'Africain : D'après un de vos livres, au moment de l'indépendance, vous étiez déjà actif sur le plan politique malgré votre jeune âge à l'époque. Pouvez-vous nous décrire l'ambiance qui régnait dans le pays, et plus particulièrement dans les villes que vous connaissiez à l'époque, parmi les Congolais, les Belges, etc. ?

A. K. : Le pays était évidemment sous tension. De toutes les puissances coloniales, la Belgique était la moins préparée à décoloniser. Trois ans auparavant, le Professeur Van BILSEN avait fait scandale en proposant un plan de 30 ans pour mener le Congo à l'indépendance. Mais les pressions internationales et l'éveil, quoi que tardif, des citoyens congolais finirent par obliger le gouvernement belge à sortir de son immobilisme. Toutefois, la volonté, toute nouvelle, de Bruxelles d'avancer sur le chemin de la décolonisation rencontra la résistance farouche des colons locaux, aussi bien dans l'administration, l'armée, l'église que dans les milieux industriels et d'affaires.

L'idée que le Noir puisse devenir un être responsable et égal en droit avait du mal à passer chez certains Blancs. Et, bien sûr, la répression de l'administration coloniale qui avait lieu contre les politiciens congolais les plus revendicatifs ne fit qu'ajouter à la tension.

Dans la majorité des villes congolaises, la tension était perceptible. À Léopoldville, alors majoritairement habitée par les Bakongo, les habitants voulaient en découdre, d'autant plus qu'en face, à Brazzaville, un Mukongo dirigeait le gouvernement provisoire de ce pays frère, dont la grande partie avait naguère fait partie du prestigieux royaume pré-colonial de Kongo dia Ntola. À Elisabethville (Lubumbashi), les employés congolais et travailleurs de l'Union minière, majoritairement

kasaiens, étaient revendicatifs alors que les colons, profitant des contradictions entre autochtones et kasaiens, se mirent à dresser les uns contre les autres. À Luluabourg, l'administration fut accusée d'avoir provoqué le conflit Lulua-Luba. Les premiers sont des autochtones. Les seconds, venus du Sud Kasai, occupaient les principales fonctions de collaboration auprès des fonctionnaires blancs ou dans les sociétés commerciales. À Stanleyville (Kisangani), fief du MNC de Patrice LUMUMBA, un des partis les plus revendicatifs, population noire et administration belge s'observaient évidemment en chiens de faïence. Il en était de même à Bukavu et pratiquement dans toutes les villes congolaises.

La situation s'aggrava, à Bukavu par exemple, lorsque l'administration se mit à transférer quasi-clandestinement au Burundi, et peut-être aussi au Rwanda, certains biens, dont les avoirs de la Banque centrale.

Au total, on peut dire que beaucoup de personnes s'attendaient à des dérapages lors de l'indépendance.

L'Africain : Quels sont les événements, les paroles, les aspects, etc. qui vous ont particulièrement marqué durant cette période ?

A. K. : Je crois pouvoir dire, 50 ans après, que c'est le discours des politiciens nationalistes qui m'ont marqué à cette période. Ces hommes, faiblement instruits, n'avaient pour seule ambition que de travailler beaucoup et de payer plus d'impôts pour prouver aux Blancs que le Noir n'était pas un incapable. Ils ne prétendaient pas inventer quoi que ce soit mais montrer seulement que dans les mêmes structures posées par le colonisateur, ils allaient faire mieux rien que par un surcroît de travail. Au lieu de 8 heures que nous prestons pour la colonie,

nous allons travailler 10-12 heures pour le Congo indépendant ; au lieu de payer 100 francs d'impôt, nous allons payer 200 francs. Telles furent les paroles de Patrice LUMUMBA au cours d'un meeting à Bukavu.

Il semble que cette volonté exprimée par les politiciens nationalistes incita les détracteurs des Congolais à élaborer des stratégies mieux conçues pour les empêcher de réussir, cette éventuelle réussite étant envisagée par certains colons comme étant une défaite personnelle pour eux. D'où des fonds importants débloqués pour créer de toutes pièces des leaders pro-coloniaux et, par la suite, décapiter le gouvernement LUMUMBA par des coups d'État, jusqu'à l'assassinat physique, pour finir par installer au pouvoir des agents de la sûreté coloniale que furent MOBUTU, NENDAKA et consorts.

L'Africain : D'après vous, le Congo d'alors, et l'Afrique en général, était-il vraiment prêt pour l'indépendance ?

A. K. : Certainement. J'ai la conviction que les peuples ont toujours su se gérer, depuis le début de l'histoire de l'humanité. Certes, le fait que c'est le colonisateur qui avait créé nos pays, non pas en implantant des étrangers sur leur espace mais en unifiant les tribus locales, ce fait donc constituait un défi particulier. En se lançant dans la lutte pour l'indépendance, les élites nationales avaient choisi de s'inscrire dans le sens de l'histoire. De toutes les façons, il ne pouvait pas en être autrement. Dès lors que l'histoire s'était mise en marche, le mouvement était irréversible. À plus forte raison que le colonisateur ne pouvait pas, par sa propre volonté, assurer l'indépendance des peuples assujettis. Du reste, considérées du point de vue de l'histoire, les contre-performances africaines sont un épiphénomène. La difficulté provient du fait de la mondialisation. L'information, à travers les mass-médias, parvient en même temps sur toute la planète. La culture se mondialise, les frontières culturelles

tombent. Dès lors, on s'attend à ce que tout le monde se comporte de la même façon, singulièrement au point de vue de l'organisation économique. C'est pourquoi les situations africaines choquent autant les étrangers que les Africains eux-mêmes. Pour preuve, nos compatriotes sont de plus en plus tentés de chercher à l'étranger de meilleures conditions de vie.

Le véritable problème de l'Afrique consiste en l'absence d'élites à conscience historique, comme on le voit en Asie, voire en Amérique latine.

L'Africain : D'après ce que vous écrivez dans un de vos livres, vous n'étiez pas d'accord avec votre père à propos de l'indépendance du Congo. Avez-vous changé d'avis entretemps et vu les 50 ans d'indépendance du Congo ?

A. K. : Mon père était un pur produit de la colonie. Il n'avait pas cru en l'indépendance. C'était un homme honnête, travailleur, impressionné par la technicité du Blanc. Mais je crois qu'il n'avait pas compris le sens de l'histoire. Pour ma part, je crois que l'indépendance est la plus formidable conquête des peuples africains, même si nous regrettons que nos pays soient mal dirigés.

L'Africain : Certains disent que l'Afrique n'est pas vraiment indépendante. Qu'en dites-vous ?

A. K. : Les Africains doivent apprendre à voir les choses de façon moins émotive. Il n'est que normal que des États sans économie forte, mal gérés, souvent mis en coupe réglée par leurs dirigeants au su et au vu du monde entier, ne suscitent pas beaucoup de considérations. À plus forte raison que certains États survivent par l'aide étrangère. Au demeurant, la notion de souveraineté est relative dans son expression véritable. Mais l'histoire est en train de nous apprendre que lorsqu'un pays en a la volonté, il peut également aller à la quête de puissance et arriver à changer en sa faveur les rapports des forces. Il y a moins de deux siècles,

certains jardins de Shangai affichaient l'écriteau suivant : Interdit aux chiens et aux Chinois. En moins d'un demi-siècle, les Chinois sont parvenus à faire ce que les Japonais avaient réussi à faire avant eux, à savoir, trouver des points d'ancrage dans le système capitaliste qui leur ont permis de bâtir des économies fortes. L'indépendance, même formelle seulement, fut une conquête. L'indépendance réelle ne sera acquise que par une lutte acharnée, intelligente, consciente, conduite par des élites ayant lié leur sort à leurs peuples, et non pas des élites dont l'unique ambition est l'enrichissement personnel.

L'Africain : Supposons qu'un de vos petits-fils vous demande maintenant des conseils pour contribuer à libérer réellement l'Afrique. Que lui diriez-vous ?

A. K. : Je dirais à mes petits-fils qu'ils doivent se sentir intimement et personnellement concernés par le sort de leurs peuples et, par conséquent, dans le domaine où ils travaillent, œuvrer pour changer le regard de l'autre sur nous. Le discours de la victimisation n'a plus beaucoup d'intérêt. C'était un discours valable lors de la lutte pour l'indépendance. Le discours que le monde attend de nous aujourd'hui est celui de dire : nous produisions 200.000 tonnes de riz, nous en sommes maintenant à 800.000 tonnes ; nous importions des bicyclettes, nous les produisons maintenant ; les moteurs des motoculteurs utilisés dans notre agriculture sont maintenant produits chez nous ; nos exportations, en particulier en produits à grande valeur ajoutée, ont été multipliées par tel chiffre en telles années ; nous avons construit autant d'universités techniques, d'instituts professionnels, etc. en autant d'années.

Je leur dirais que le monde attend des Noirs qu'ils puissent copier ce qui a été inventé par les autres au lieu que leurs élites continuent à donner l'impression qu'elles ne sont intéressées que par leur standing de vie. Dans le cadre des technologies modernes, les Chinois n'ont

rien inventé ; ils n'ont fait que copier ce qui a été fait en Occident.

Je dirais à mes petits-enfants de refuser cette injure qui dit que le Noir est un grand enfant. C'est par notre capacité à nous organiser, à privilégier l'intérêt général et à respecter la loi commune que nous pourrions amener nos détracteurs à changer l'opinion qu'ils ont sur nous. Cela passe par l'effort, un effort constant, conscient, pour faire en sorte que notre continent cesse d'être un enfer pour ses enfants, dont des millions s'expatrient à la recherche des meilleures conditions de vie, et ne soit plus un eldorado que pour ses dirigeants.

L'Africain : Si vous avez un commentaire à faire à propos des 50 ans d'indépendance et auquel on n'a pas pensé, vous pouvez l'exprimer

A. K. : Le cinquantenaire des indépendances survient à un moment où un drame sans pareil a projeté sur le devant de la scène le dramatique sort de Haïti, la première république noire de l'histoire. Si cette similitude est fortuite, je pense que les élites noires du monde entier devraient se sentir interpellées. Comment, en effet, expliquer que nos frères Haïtiens, dont les ancêtres sont partis de notre continent depuis plus au moins trois siècles, continuent à avoir les mêmes comportements économiques qu'en Afrique ? Pour faire court, c'est parce que leur culture, notre culture, demeure tributaire d'instruments de production primitifs, houe et machette. Or, il est connu qu'outils et rapports de productions qui en découlent façonnent les comportements. Par conséquent, ce que le drame de Haïti m'a permis de comprendre est que, sans révolutionner les outils de production, il sera impossible au Noir de s'approprier la culture technologique et industrielle. Il faut que cette révolution se fasse de telle sorte que les nouveaux instruments de production soient produits dans l'environnement de leur utilisateur de manière à ce que celui-ci puisse l'intégrer. La chose est possible en implantant des écoles professionnelles

et techniques dans cet environnement, en organisant toute la logistique matérielle, financière et managériale pendant trois décennies au moins de sorte que ce qui s'appelle transfert technologique s'opère réellement. Cela passe également par le chamboulement des habitudes

alimentaires, les conditions de logement, l'organisation de loisir etc. qui doivent de plus en plus se rapprocher du modèle économique et culturel dominant. C'est ce que fait l'Asie.

L'Africain : Merci de nous avoir accordé cet entretien.

Les partis politiques congolais et la question des moyens

Aux dires de certains acteurs politiques Congolais opérant au pays, la RD Congo compte plus ou moins 300 partis politiques. C'est un secret de polichinelle : plusieurs de ces partis sont alimentaires et/ ou électoralistes.

Si, dans les pays dits de "vieille démocratie", les partis politiques bénéficient du financement de l'État au moment des élections par exemple, chez nous, plusieurs de ces partis se débrouillent par eux-mêmes. Et à un certain moment, ils posent, presque tous, la question des moyens. Et cette question est réduite à celle de la mobilisation des moyens matériels. Or, à analyser de plus près la misère dans laquelle notre pays est plongé, plusieurs analystes s'accordent à dire qu'elle est anthropologique. C'est-à-dire qu'elle est à la fois économique (matérielle), politique, socio-culturelle et spirituelle. Que plusieurs partis politiques congolais se limitent, souvent, si pas toujours, à la quête des moyens matériels, cela pose quand même un tas de problèmes.

L'un de ces problèmes serait lié à notre capacité d'apprendre des autres et de notre propre histoire. Il nous semble que, quand LUMUMBA et ses amis gagnent les élections législatives organisées en 1960, ils mobilisent beaucoup plus les moyens idéologiques que les moyens matériels. Et puis, comment les choses (se sont-elles passés et) se passent-elles ailleurs, là où les gouvernements travaillant pour leurs peuples essaient d'émerger ?

Il est possible que plusieurs d'entre nous aient lu le livre d'A. PEYREFITTE

(*Quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973). Ceux-là savent que la Révolution culturelle chinoise fut une révolution intégrale ayant mis un accent particulier sur "l'éducation ou la mise en condition de l'enfance" et la rééducation des adultes.

Comment étaient orientés les programmes de cette éducation ? "Ils se regroupent en trois rubriques d'importance voisine : l'éducation physique, où dominent la gymnastique militaire et le maniement d'armes ; l'enseignement moral-éthique communiste et pensée-*maotsetung* ; l'enseignement intellectuel et pratique." (p.137) Au cours de cette Révolution, "MAO avait sans cesse manifesté son souci de former la jeunesse par une éducation simple et près de la terre, où le travail manuel et la formation idéologique tiendraient une place prépondérante, où la fréquentation s'étendrait à tous sans discrimination." (p.139) La Révolution culturelle assumait un principe selon lequel "toute connaissance qui n'est pas utilisable est une connaissance inutile, donc, nuisible (...)." (p.147)

Cette Révolution avait opéré une rupture en "supprimant "diplômes", "notes", "examens" et "concours", ces "vestiges de l'ancienne bureaucratie" (...)." (p.149) Les notes ont été remplacées par des signes fouettant l'ardeur des écoliers. "En marge d'un mauvais devoir, les enseignants écrivent la citation du Président : *Sois énergique et décidé, fais effort pour arracher la victoire.*" (p. 149)

La Révolution culturelle chinoise avait réussi à identifier ses ennemis de

l'intérieur (les révisionnistes) et ceux de l'extérieur (l'impérialisme américain et le communisme russe). "Les petits gardes rouges entretiennent une correspondance suivie avec leurs camarades du Nord-Vietnam, du Cambodge et du Laos, "qui luttent de toutes leurs forces contre l'impérialisme américain" (...). À l'école, les petits Chinois apprennent à abattre les avions américains et à faire prisonniers les soldats russes." (p.142)

Tout en prenant une certaine distance critique vis-à-vis du *maoïsme*, il y a plusieurs leçons à apprendre du livre d'A. PEYREFITTE et de la Révolution culturelle chinoise. Quand, en RD Congo, la coopération avec la Chine passe au premier plan, elle n'intègre pas certains éléments du moule où plusieurs dirigeants de la Chine actuelle ont été fabriqués. Non. Elle se limite au marché, au troc : les matières premières contre les infrastructures. Où sont passés nos ingénieurs ? À quoi ont servi l'éducation et la formation dispensées à nos enfants depuis plus de 50 ans ? À rien ?

Nos bureaux sont pleins de chômeurs déguisés en train de chercher à manger au quotidien auprès de quelques vieux carriéristes politiques et autres PDG. Nos villages sont désertés et/ ou vendus comme carrés miniers pendant que les populations de nos bidonvilles meurent de faim ou souffrent de malnutrition. Pendant ce temps, nos universités forment des ingénieurs et des professeurs d'université qui, demain, iront gonfler les rangs des conseillers de leurs excellences messieurs les Ministres, se retrouveront au chômage ou iront chercher du boulot ailleurs.

À quoi sert-il de multiplier les partis politiques dans un pays où la politique n'est plus l'art de gérer la cité en partant de fondements anthropologiques solides ?

Examinons un autre exemple, celui de la Bolivie actuelle.

Avant qu'Evo MORALES n'accède au pouvoir, il a passé son temps comme

militant d'un syndicat dans un pays où le peuple est habitué à célébrer ses 500 ans de résistance contre l'impérialisme. Cinq jours avant sa dernière investiture en tant que Président, voilà ce qu'Evo MORALES dit : "Quand j'ai commencé à être dirigeant syndical, en 88, y compris quand je participais aux congrès de la CSUTCB (Confédération Syndicale Unie des Travailleurs Paysans de Bolivie), quand Genaro FLORES en était à la tête, dans les discussions on débattait du pouvoir et du territoire. Le slogan disait : "pour le pouvoir et le territoire". Pourquoi le territoire ? Le territoire, c'est nos ressources naturelles, que ce soit dans le sous-sol, le sol ou le "sur-sol", ou l'espace, tout ça est à nous. Quand on parlait de la terre, on parlait de la terre pour la cultiver, ça c'est la terre.

Et pourquoi le pouvoir ? En tant que propriétaires millénaires de cette terre, nous devons nous gouverner nous-mêmes. Comment ? Moi, nous, on va pouvoir se gouverner nous-mêmes. Dans les années 89 et 90 a commencé la campagne pour les 500 ans de résistance indigène populaire, on parlait de l'invasion espagnole, européenne, de l'année 1492. Avant l'Amérique latine s'appelait Abya Yala." (Lire l'entretien réalisé le 17 janvier 2010 par le quotidien bolivien *Cambio* et intitulé *Evo MORALES : "Deux erreurs US ont donné l'impulsion au MAS"*, sur www.michelcollon.info).

Disons qu'Evo MORALES a un CV et est engagé dans une lutte s'inscrivant dans une longue tradition de la résistance "pour le pouvoir et le territoire" avant qu'il ne pose sa candidature aux élections présidentielles. Il lutte tout en partageant une conviction : "En tant que propriétaires millénaires de cette terre, nous devons nous gouverner nous-mêmes." Fort de cette conviction, il lutte en s'appuyant sur son peuple. Son mouvement (MAS-IPSP, pour Mouvement Vers le Socialisme) est "Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples" (IPSP), au service du peuple et c'est ce peuple qui le finance. "Quand nous avons commencé,

confie Evo MORALES, il n'y avait aucune ONG, aucune fondation, aucun mécène ; *le peuple finançait*. Parfois, quand de nouveaux dirigeants, militants ou candidats, arrivaient, ils me demandaient de l'argent. *Mais il n'y a aucun argent, c'est le peuple qui apporte l'argent*. En 2002, j'ai rencontré des militants de Manfred qui m'ont demandé : Quel salaire reçoivent vos militants pour faire campagne ? Je leur ai dit qu'il n'y avait rien de ce genre chez nous. *Dans les partis néolibéraux, c'est le propriétaire qui finance la campagne, et ensuite, il veut récupérer sa mise en volant l'argent du peuple. C'est l'origine de la corruption, la campagne est à l'origine de la corruption, c'est de là que viennent les pots-de-vin, les cadeaux.*" (*Ibidem*)

Si, chez nous, le peuple n'arrive pas à financer et à apporter l'argent aux partis politiques, n'est-ce pas là un signe qui interpelle sur la nature de la plupart de nos partis politiques ? Comment naissent-ils ? Qui en est le propriétaire ? Le peuple (c'est-à-dire les militants) ou "les nègres de service", alliés de l'impérialisme ? Ne l'ont-ils pas aidé à récupérer sa mise de 500 millions de dollars ayant financé les élections de 2006 en élaborant des lois facilitant *le climat d'affaires* pour les trans et les multinationales ?

Il arrive que la pauvreté matérielle de nos populations serve d'alibi aux "nègres de service" pour justifier leur soumission à la politique néolibérale des "faiseurs de rois". Dépourvus d'idéologies rencontrant les préoccupations de nos populations et de projets de société pouvant en faire les actrices majeures de leur destinée, ces "nègres de service" multiplient leurs partis alimentaires au lieu de constituer de grands rassemblements au sein desquels les petits moyens mis en commun pourraient entraîner des miracles.

Supposons qu'en attendant que les gestionnaires de "ces 300 boutiques politiques" comprennent que la division

qu'ils entretiennent profite aux impérialistes et qu'ils se regroupent en trois grands partis : un de la droite, un du centre et un de la gauche (même si toutes ces dénominations ont été gagnées par le triomphe de la cupidité) et que chacun de ces trois partis réussisse à regrouper 100 "boutiques politiques", les moyens d'un petit parti peuvent être multipliés par 100. Qu'est-ce que ça ne donnerait pas comme moyens en termes de capacité de mobilisation, de mise en commun des intelligences et des pratiques ? Au lieu de s'engager sur la voie des pratiques fédératrices, nos partis politiques semblent tendre vers une tour de Babel où l'accès au dieu-pouvoir-pour-le-pouvoir et au dieu-argent-facile passe par la mise à l'écart des méthodes efficaces du pouvoir au service du peuple, du territoire et de la terre. Or, emprunter la voie de la tour de Babel, c'est opter pour la confusion des langues, le refus de l'échange, de la communication, de la solidarité et de l'union (comme à la Pentecôte), pour toutes ces choses *diaboliques* nocives au bonheur collectif et lit du capitalisme du désastre.

"Les petits restes" sauront-ils peser de tout leur poids dans ce cheminement abracadabrants en faisant comprendre aux vendeurs d'illusions politiques que la misère congolaise étant de nature anthropologique, les moyens pour la conjurer doivent être anthropologiques (politique, économiques, socio-culturels et spirituels) ? Qu'une résistance populaire se crée sur le temps ? Que les carnets d'adresses détenus par "certains nègres de service" ne pourront jamais remplacer l'éveil des consciences des masses populaires (critiques) dans un pays qui veut se libérer du joug impérial ? Et que l'éducation et la formation intégrales à la citoyenneté, bien que prenant beaucoup de temps, sont les meilleures armes pour l'émancipation des peuples ? Pourvu qu'elles rompent avec des théories et des pratiques stériles, nuisibles pour le devenir commun.

J.-P. MBELU

**THÈSES DE DOCTORAT DÉFENDUES PAR DES AFRICAINS
OU CONCERNANT L'AFRIQUE (LXXI)**

**FACULTÉ UNIVERSITAIRE DES SCIENCES
AGRONOMIQUES DE GEMBOUX (XV)¹⁵**

ASSOMOI Allah Antoine (Côte d'Ivoire) : "Production de xylanases par *penicillium canescens* 10-10c en milieu solide." 26/06/2009. Promoteurs : Professeurs J. DESTAIN et P. THONART

HAMMAMI Hédi (Tunisie) : "Genotype by environment Interaction for Production Traits of Holsteins Using Two Countries as Model : Luxembourg and Tunisia." 07/05/2009. Promoteur : Professeur N. GENGLER

KPENAOUUM Chogou Sylvain (Bénin) : "Réforme des marchés agricoles : coûts de transaction, choix des modes de transaction des producteurs et dynamique de l'efficacité du marché des céréales : cas du maïs au Bénin." 15/12/2009. Promoteurs : Professeurs A. ADEGBIDI et P. LEBAILLY

LAMINOUS Manzo Ousmane (Niger) : "Fixation des dunes dans le sud-est du Niger : évaluation de l'efficacité de la barrière mécanique, espèces ligneuses adaptées et potentialités d'inoculation mycorhizienne." 05/01/2010. Promoteur : Professeur R. PAUL

RUGANZU Vicky (Rwanda) : "Potential of Improvement of Acid Soils Fertility by Incorporation of Natural Fresh Plant Biomass Combined with Travertine in Rwanda (Potentiel d'amélioration de la fertilité des sols acides par l'apport de biomasses végétales naturelles fraîches combinées à du travertin au Rwanda)." 10/12/2009. Promoteurs : Professeurs L. BOCK et M. CULOT

UNIVERSITÉ DE LIÈGE (XIV)¹⁶

FACULTÉ DE MÉDECINE

HOUNSA Anita (Côte d'Ivoire) : "Étude de la délivrance des antibiotiques dans les pharmacies privées de la ville d'Abidjan en Côte d'Ivoire." 26/01/2010. Promoteur : Professeur P. DE MOL

MUTESA Léon (Rwanda) : "Analyse génétique des gènes CFTR et ENaC chez des patients africains présentant des signes de mucoviscidose." 12/01/2009. Promoteur : Professeur V. BOURS

SUMAILI KISWAYA Ernst (RD Congo) : "Epidémiologie de la maladie rénale chronique à Kinshasa (en RD Congo)." 29/04/2009. Promoteur : Professeur J.-M. KRZESINSKI

FACULTÉ DE MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

DAHOUDA Mahamadou (Bénin) : "Contribution à l'étude de l'alimentation de la pintade locale au Bénin et perspectives d'amélioration à l'aide de ressources non conventionnelles." 19/06/2009. Promoteur : Professeur J.-L. HORNICK

¹⁵ La 14^{ème} série a paru dans L'Africain n° 239 d'avril-mai 2009. Il est à noter que, depuis le 1^{er} octobre 2009, la Faculté de Gembloux fait partie de l'Université de Liège sous le nom de Gembloux Agro-Bio Tech.

¹⁶ La 13^{ème} série a paru dans L'Africain n° 238 de février-mars 2009.

FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET LETTRES

MWAMBA ISIMBI Tang'Yele Justin (Congo) : "Écriture thématique et cohérence sémantique dans l'œuvre de Suzanne LILAR. L'amour comme fil conducteur de l'œuvre." 22/10/2008. Promoteur : Professeur J.-M. KLINKENBERG

FACULTÉ DES SCIENCES

BOUAZIZ Djamil (Algérie) : "Mécanique quantique avec un principe d'incertitude généralisé. Application à l'interaction $1/r^2$." 31/07/2009. Promoteur : Professeur M. BAWIN

EFFEBI Rose (Côte d'Ivoire) : "Lagunage anaérobie : modélisation combinant la décantation primaire et la dégradation anaérobie." 10/03/2009. Promoteur : Professeur J.-L. VASEL

IBANNAIN Fatiha (Maroc) : "Modélisation des données géographiques de référence au Maroc. Préalables à la mise en place d'une infrastructure nationale de données spatiales." 26/03/2009. Promoteur : Professeur J.-P. DONNAY

KONE Yéfanlan José-Mathieu (Côte d'Ivoire) : "Dynamique du dioxyde de carbone et du méthane dans des écosystèmes tropicaux (Mangroves de Ca Mau, Rivières et lagunes de la Côte d'Ivoire)." 19/12/2008. Promoteurs : Professeurs A. BORGUES et F. RONDAY

MONTCHOWUI Hounnon Elie (Bénin) : "Étude de la biologie de reproduction et de la multiplication artificielle d'une espèce de poisson cyprinidae du bassin du fleuve Ouémé, Bénin : *Labeo parvus* Boulenger, 1902." 09/07/2009. Promoteurs : Professeurs J.-C. PHILIPPART et P. PONCIN

NIZIGAMA Gloriose (Burundi) : "Quantification $sl(p+q, IR)$ – équivariante." 22/06/2009. Promoteur : Professeur P. MATHONET

NZAU MATONDO Billy (Congo) : "Étude de l'hybridation de trois espèces de poissons cyprinidae de la Meuse : le gardon, *Rutilus rutilus* L., la brème bordelière, *Blicca bjoerkna* et la brème commune, *Abramis brama* L. – Aspects biologiques fondamentaux et implications pour la gestion des milieux aquatiques." 08/10/2009. Promoteurs : Professeurs J.-C. PHILIPPART et P. PONCIN

YAO Amenan Anastasie (Côte d'Ivoire) : "La fermentation du manioc en gari dans l'Afrique de l'Ouest : production d'un starter de bactéries lactiques lyophilisées." 03/06/2009. Promoteur : Professeur P. THONART

ZOUHIR Fouad (Maroc) : "Modélisation d'une filière de traitement des eaux usées. Chénal algal à haut rendement." 10/12/2008. Promoteur : Professeur J.-L. VASEL

FACULTÉ DES SCIENCES APPLIQUÉES

BOUTAAYAMOU Mohamed (Maroc) : "Méthode de perturbation pour la modélisation par éléments finis des systèmes électrostatiques en mouvement – Application aux MEMS électrostatiques." 05/03/2009. Promoteur : Professeur P. DULAR

KANIKI TSHAMALA Arthur (Congo) : "Caractérisation environnementale des rejets minéro-métallurgiques du copperbelt congolais." 11/12/2008. Promoteur : Professeur J. FRENAY

KITOBO SAMSON Willy (Congo) : "Dépollution et valorisation des rejets miniers sulfurés du Katanga." 07/07/2009. Promoteur : Professeur J. FRENAY

NZISABIRA Jonathan (Burundi) : "Intégration de l'écoefficient dans la conception préliminaire des véhicules propres : une approche basée sur l'optimisation multidisciplinaire." 04/09/2009. Promoteur : Professeur P. DUYSINX

NZURU NSEKERE Jean-Pierre (Congo) : "Contribution à l'analyse et à la réalisation des mises à la terre des installations électriques en régions tropicales." 24/04/2009. Promoteur : Professeur J.-L. LILIEN

À TRAVERS LIVRES ET REVUES

NDLR : Pour conclure la polémique amicale qui s'est développée autour du livre de C. TEDANGA (voir la recension dans le numéro 241 d'octobre-novembre 2009, p. 38), nous livrons ci-dessous le texte de Maurice NDJOND'A NGELE. Sans doute les arguments opposés ne manqueront pas encore mais nous ne pourrons plus les publier et nous laisserons donc les auteurs continuer entre eux cette féconde discussion.

Réponse de Maurice NDJOND'A NGELE à Sylvain BALONGA à propos du sous-bassement historique dans *Le Destin d'Esisi* fiction romanesque de TEDANGA Ipota Bembela

Ma satisfaction est grande en considérant l'intérêt qu'a suscité ma recension de l'ouvrage de TEDANGA au regard de la promptitude avec laquelle le débat vient d'être lancé par en particulier Sylvain BALONGA qui publie sur cette tribune un texte intitulé : *Réponse à Maurice NDJOND'A NGELE, à propos du sous-bassement historique dans Le Destin d'Esisi, fiction romanesque de TEDANGA Ipota Bembela.*

BALONGA introduit son texte en disant que, à travers mon commentaire, la fiction est en passe de devenir une réalité et surtout une réalité historique, ce qui est inadmissible, selon lui, d'un point de vue scientifique. Sans risque d'être démenti, je réponds qu'au-delà de la fiction, le texte de TEDANGA fait un clin d'œil à l'histoire de la contrée, laisse entrevoir des non-dits et lorgne suffisamment sur la culture du peuple concerné, culture dont l'auteur est inévitablement empreint en tant que fils du pays. C'est pourquoi, en parlant du sous-bassement historique dans le roman *Le Destin d'Esisi* et en ma qualité d'historien de formation, j'étais d'office sorti de l'imaginaire romanesque de l'auteur pour embrasser les réalités du décor spatio-temporel dans lequel se déroule l'intrigue du roman.

La lecture de l'ouvrage *Le Destin d'Esisi* m'a donc conduit à plancher sur la question du pouvoir coutumier actuel dans la chefferie Ndengese-Ikolombe-Isolu, espace dans lequel se déroule l'intrigue du texte de TEDANGA. Je m'interroge en particulier sur la question de l'authenticité et de la légitimité de ce pouvoir coutumier même s'il est vrai que le roman n'aborde pas la question telle quelle. Ma recension a souligné également la question de l'origine septentrionale du clan *Bushong*, bâtisseur du royaume Kuba ("*BOSENG'Etoci* (Musheng'*Etoci*) à Boseng'a Nyimi), question cette fois largement évoquée dans le roman en question. J'ai aussi parlé brièvement de la révolte de NSIMB'ITOYI en tant que réalité gravitant autour de notre thématique et à laquelle le texte romanesque ne fait pas allusion.

Je suis d'accord avec BALONGA pour dire, comme il l'écrit, que le roman retrace un passé lointain et imaginaire des Ndengese tout en faisant un clin d'œil à leurs voisins et qu'il

souligne les valeurs culturelles des Ndengese au travers des personnages imaginés par l'auteur. En dehors de l'espace et des valeurs culturelles, les faits évoqués et les personnages ainsi que les histoires relatées sont totalement le fruit de l'imagination de l'auteur qui, dans son génie créateur et avec la facilité de son verbe, a su rendre une certaine vivacité à son roman. Mais je ne dirai pas, comme lui, que c'est cette vivacité qui fait croire à un lecteur avisé comme moi que les récits développés sont des vérités historiques car je distingue parfaitement bien ce qui est fiction de ce qui se réfère à l'histoire.

Voici une affirmation de mon contradicteur BALONGA, affirmation que je vais réfuter ci-dessous : "Comme tous les peuples de la forêt, les Ndengese n'ont jamais eu une organisation politique centralisée et structurée. Le royaume Ndengese n'a jamais existé. Le pouvoir était clanique et personne ne l'exerçait en dehors de son clan. Les groupements actuels, bien que reflétant la réalité de nos différences, sont le fruit des enquêtes menées par les colonialistes, qui, en ayant le souci d'asseoir une organisation structurée pour les besoins de l'administration, seront amenés à désigner, à la tête des groupements, des responsables parmi les personnes influentes, propriétaires terriens. C'est à partir de ces groupements que sortira la création de la chefferie, œuvre coloniale par excellence".

L'organisation politique des Ndengese se structure effectivement au niveau du village en clans et familles disposant d'un espace connu et appartenant à la communauté sous l'autorité du dignitaire local, un *Etoci* fondateur du village et disposant d'un appareil judiciaire élaboré appelé ISENDJEY. Le dignitaire disposait, pour sa sécurité et celle de ses administrés, d'agents de l'ordre appelés *Toyolo* tandis que ses administrés lui payaient un tribut.

Selon des études récentes et notamment selon celle du professeur I. NDAYWEL-E-NZIEM, cette fragmentation du pouvoir chez les Mongo est due, tout au long de leurs parcours, au phénomène dit de "LOKAPA KOPO". Ce fut un phénomène désintégrateur en ce qu'il a favorisé toutes les scissions qui s'opéraient dans le groupe initial. En effet, le pouvoir était symbolisé par la détention du kaolin initial et la séparation était entérinée par le partage de ce kaolin initial dont le partant emportait une part qui lui octroyait les mêmes pouvoirs et droits que le détenteur d'origine.

Si effectivement et en apparence l'organisation politique se structurait au niveau des villages, des clans et des familles, cela n'entraîne pas en contradiction avec l'existence d'une organisation centralisée au travers de l'institution *Etoci*, de la langue, de la coutume, c'est-à-dire de la loi reconnue par tous et du fait que tous ces villages, clans et familles se reconnaissaient comme formant un seul et même peuple, les Ndengese Bolamba, une identité opposable à d'autres comme les Iyadjima, Isodvu, Ikolombe, Ohendo, Ikela et Indanga. Le pouvoir à tous les niveaux était exercé par un *Etoci*. La légitimité du pouvoir venait de l'institution *Etoci*. Or, tous les anciens reconnaissaient la primauté de l'*Etoci* de Bosenge. Ce dernier était une sorte de *primus inter pares*. D'ailleurs, le village de Bosenge se désigne autrement Boseng'Etoci pour dire que l'institution d'*Etoci* a été créée dans cette localité et que l'*Etoci* de Bosenge est reconnu comme l'aîné, même s'il ne dirige pas au quotidien des villages situés dans le lointain. Il y avait donc une centralisation latente de l'organisation politique. *Etoci* est la source du pouvoir chez les Ndengese.

C'est cette uniformité culturelle, politique, judiciaire, linguistique, coutumière, morale et cette primauté d'IKONGAMBONGO, *Etoci* de Bosenge, qui permettent à l'auteur du roman d'imaginer un royaume centralisé dirigé par un roi. C'est parce que les Ndengese Bolamba se reconnaissent comme un et comme obéissant à une seule loi et à un seul roi, même virtuel, que la lecture du roman ne les surprend pas. Nous allons plus loin en disant que l'auteur n'a pu organiser le microcosme de son roman que grâce à sa connaissance de l'organisation effective et virtuelle de sa nation. Nous y revenons.

BALONGA enfonce le clou plus loin en affirmant ce qui suit : "C'est dire que le pouvoir coutumier à Dekese n'a pas été exercé antérieurement par un quelconque dignitaire qui aurait été floué au profit du tenant du pouvoir actuel. L'exercice du pouvoir coutumier organisé commence avec la colonisation. Avant cette dernière, chacun vivait chez soi et personne n'avait une quelconque autorité sur l'autre. Cela est d'autant plus vrai que personne ne peut circonscrire dans le temps et dans l'espace la période de l'organisation d'un pouvoir centralisé chez les Ndengese avant l'arrivée du colonisateur."

Je réplique en disant que la tradition des Ndengese Bolamba permet de savoir que tous les chefs de clans aînés sont investis du pouvoir d'*Etoci* et que le tenant aîné de tous les *Toci* est l'*Etoci* de Bosenge, c'est-à-dire IKONGAMBONGO à cette époque. Même si, aujourd'hui, ils ne le disent pas volontiers par crainte des représailles, tous les anciens chez les Ndengese Bolamba savent que le personnage historique d'IKONGAMBONGO, *Etoci* de Bosenge et reconnu aîné de tous les *Toci*, a été évincé du pouvoir de la manière que nous allons analyser. Le nier, ce serait vider l'histoire de ce peuple de toute sa substance et la désincarner totalement. La centralisation du pouvoir est virtuelle à travers la soumission à une seule loi, à une même culture, aux mêmes institutions et à la primauté de l'*Etoci* de Bosenge. Lorsque, à l'époque, furent annoncées les fameuses assises des notabilités *ndengese*, le colonisateur a été contraint de les faire tenir à Bosenge, siège d'IKONGAMBONGO, source de légitimité d'*Etoci*. Ces assises ne pouvaient pas se tenir ailleurs. C'est une preuve supplémentaire de la primauté de Bosenge et d'*Etoci* IKONGAMBONGO.

On sait que le futur grand chef IKONGANSAMO (qui n'était pas *Etoci* et qui n'était pas invité) s'empressa de se faire investir *Etoci*. Pourquoi ? Parce qu'il savait pertinemment bien que la source du pouvoir chez les Ndengese, c'est l'institution *Etoci*. En outre, à l'approche du départ en retraite de ce Grand Chef IKONGANSAMO, son fils aîné et successeur virtuel LOOMBA André, se fit investir *Etoci* pour la même raison. À la mort de ce dernier, deux frères rivaux, BOKELE IKONSAMO et SIKI, se disputaient sa succession. L'on vit également avec quel empressement les deux s'étaient fait *Etoci*. Pourquoi ? Parce que la légitimité du pouvoir tire sa source de l'institution *Etoci*. BALONGA reconnaît d'ailleurs l'antiquité du pouvoir d'*Etoci* lorsqu'il frise la fiction et l'irréel en affirmant que l'avènement d'*Etoci* est antérieur à la création des Ndengese comme peuple.

J'en profite pour signaler que la question du port de la médaille est un fait que BALONGA, partisan du chef IKONGANSAMO, aurait dû taire. Car il s'agit, dans le chef d'IKONGANSAMO, d'un vil cas d'escroquerie au détriment de son frère aîné ITUKU BOSONGO. N'ayant pas été invité aux assises de Bosenge, IKONGANSAMO a réussi à se faufiler après avoir pipé les dés à son frère aîné ITUKU BOSONGO, chef fondateur du clan de Bosango, aîné des Ngelendjale. IKONGANSAMO a, par des détours habiles, subtilisé à son frère la médaille qui lui avait été décernée longtemps avant et se présenta à ce titre aux assises de Bosenge sans en avoir la qualité. La présence du jeune IKONGANSAMO a été critiquée en raison du fait que les invités aux assises étaient constitués de gérontes, c'est-à-dire de personnes ayant un certain âge. À la veille de l'indépendance, ce problème fut soulevé par les successeurs d'ITUKU BOSONGO. Les Ndengese furent témoins des laborieuses négociations qui contraignirent IKONGANSAMO à céder définitivement le groupement à la famille abusée. C'est ainsi que feu Hubert ITUKU devint à l'époque chef de groupement des Ngelendjale.

Je voudrais réfuter l'affirmation de BALONGA selon laquelle les groupements actuels sont le fruit des enquêtes menées par le colonisateur. Avant l'arrivée de ce dernier, le peuple des Ndengese Bolamba était déjà subdivisé en huit sous-ensembles : Itende, Ngandeolo, Ikongolo, Veekfu, Ndombolongo, Ngele Ndjale, Ngelokenye et Cike. Ces subdivisions ethniques se reflètent même au plan linguistique et jusqu'à ce jour. Les groupements actuels

n'ont donc pas été façonnés ou décrétés par le colonisateur. Ils s'étaient constitués tout naturellement à la faveur des flux migratoires issus de IDJI LOKAPA KOPO. L'administration coloniale a repéré ces différentes structures sub-ethniques préexistantes et s'en est servi pour asseoir sa domination. *Ce que dit BALONGA est une véritable hérésie historique.*

Lorsque nous affirmons que la légitimité du pouvoir coutumier ne pouvait se concevoir en dehors d'IKONGAMBONGO, c'est en fait en partant de l'évidence que l'organisation politique des Ndengese était sous l'empire d'*Etoci*, émanation d'IKONGAMBONGO, résidant à BOSENG'ETOCI.

La présence de plusieurs *Etoci* dans un même village ne s'oppose pas à la détention réelle du pouvoir et ne compromet rien. Elle procède de l'attrait que ce pouvoir exerçait auprès de la population. En effet, pour tout homme sérieux, la question identitaire est capitale. Toute dissimulation de son identité réelle témoigne d'une carence de direction en matière idéologique. Pour admettre quiconque au sein de l'institution *Etoci*, les Ndengese enquêtaient pour savoir si le postulant était d'ascendance servile ou s'il était un homme libre. Avant de consacrer quiconque *Etoci*, on devait déterminer ou connaître si ses parents sont réellement ses géniteurs. L'investiture d'*Etoci* permettait d'attester de l'identité d'un individu ou de sa qualité d'homme libre. C'est pourquoi certains individus ont pu s'en servir comme une garantie pour asseoir la pureté de leur origine sociale. Parfois et suite à ce phénomène, il se produisait une inflation d'*Etoci* dans un village donné. Même dans ce cas, seul l'*Etoci* du clan aîné avait l'imperium : il présidait l'appareil judiciaire *Isendjey* et disposait de *toyolo* commis à sa sécurité et à celle des administrés qui lui payaient un tribut appelé *beki* en guise de reconnaissance.

Sylvain BALONGA est très fier de raconter que le Grand Chef IKONGANSAMO a su lire et écrire sans être allé à l'école. Je dois dire que je ne vois pas ce que cette mention apporte à ce débat. De toute manière, le chef n'a pu savoir lire, écrire et modeler sa signature que durant l'exercice de ses futures fonctions et pour des besoins administratifs. Il n'est pas nécessaire d'aller à l'école pour savoir lire et écrire. En plus et certes, on a vu IKONGANSAMO lire et signer son nom mais on ne possède pas de textes conçus et rédigés par lui.

Grâce à ses relations antérieures parmi les Blancs, IKONGANSAMO, futur chef de la chefferie par la volonté du colonisateur, fut désigné interprète des assises de Bosenge. Habilement, il s'employa à dénaturer les déclarations d'IKONGAMBONGO, à attirer l'attention du colonisateur sur l'hostilité au relent nationaliste d'IKONGAMBONGO et à se présenter lui-même comme étant disposé à faire usage de la chicotte et à réprimer implacablement les Ndengese réputés pour leur insubordination. C'est cette supercherie et cette trahison des Ndengese qui firent pencher la balance du côté d'IKONGANSAMO. L'erreur n'avait donc pas été évitée de justesse comme l'affirme Sylvain BALONGA. Au contraire, elle fut commise au grand dam de la coutume et de la communauté tout entière.

La sagesse recommande d'éviter des déclarations du type "jamais" : il faut une légère dose de candeur et de vérité dans la pratique historique. Si le royaume des Ndengese n'a pas existé avant la colonisation, il faut souligner que ces mêmes Ndengese avaient leur organisation : clanique, structurée en familles et villages, une même langue, une même culture, une origine commune, une référence à un même Ancêtre éponyme. Même un troupeau a un chef et une meute le sien. Les Ndengese avaient leurs chefs : ils s'appelaient *Etoci* ... Parmi les *Toci*, c'est celui de Bosenge qui avait la primauté. Est-ce la colonisation qui a structuré le peuple en groupements ? Que non ! Elle a tout simplement calqué son organisation sur les clans préexistants. Le pouvoir coutumier se constate, se reconnaît, se découvre. Il ne s'octroie pas, il ne se décrète pas. Le colonisateur n'avait pas à octroyer un

pouvoir qui lui est antérieur. C'est pourquoi, prenant en compte l'antériorité et l'inaliénabilité de ce pouvoir, le décret du 06 octobre 1891 parle de la "reconnaissance" des chefs indigènes comme collaborateurs du pouvoir colonial et celui du 06 juin 1906 affirme que la chefferie est reconnue. Pour récompenser ses braves "serviteurs", le pouvoir colonial a décidé de les imposer comme Grands Chefs coutumiers et comme chefs de secteur, circonscription artificielle non régie par la coutume et pour que cela ne heurte pas la coutume. Le fait de nommer IKONGANSAMO chef "coutumier" indique une reconnaissance explicite de l'existence antérieure de la coutume, de la loi ancestrale qui a régi la nation *ndengese*.

L'histoire a ses lois qui procèdent au filtrage serré de tout témoignage avant d'établir la véracité des faits. L'erreur de notre contradicteur est d'avoir pris pour argent comptant la version de la cour cheffale et de s'être cramponné sur des témoignages excessivement laudatifs et sur des faits notoirement anodins mais au total dénués de toute portée historique.

La chefferie érigée par le colonisateur est une structure destinée à servir d'appui à la politique coloniale. Aujourd'hui, après l'indépendance du Congo, cette sorte de chefferie non voulue par la coutume a été vidée de toute sa raison d'être et devrait de ce fait disparaître comme le système qui l'a décrétée. Cette coquille vide continue à fonctionner pour la seule subsistance du chef et la survie de sa cour. La chefferie est demeurée sans vision du bien-être de la communauté. Ce faisant, il est impératif que des relations de type suzerain - vassaux laissent la place à celle de dirigeant - administrés et que les Ikolombe et les Isolu soient exonérés de rachat de tribut et de tout ce qui s'y apparente pour autant qu'ils n'ont été ni sujets, ni vaincus, ni achetés mais injustement inféodés à une chefferie artificielle par le pouvoir colonial. Cette chefferie, c'est celle dénommée chefferie des Ndengese-Ikolombe-Isolu. Avant l'intervention et l'ingérence du colonisateur, Ikolombe et Isolu avaient leurs organisations politiques indépendantes et ne dépendaient nullement du pouvoir coutumier des Ndengese. C'est cela l'histoire.

Contrairement à ce qu'affirme BALONGA Sylvain, la révolte de NSIMBITOYI en 1931 et celle de la jeunesse lumumbiste en 1960 furent bel et bien dirigées contre le chef IKONGANSAMO et donc contre l'ordre institué par le colonisateur. Il n'est pas exact de dire que la révolte de 1931 découle uniquement des exactions de l'exploitation du caoutchouc datant de la période léopoldienne. Comme la célèbre révolte des Pende autour des années 30 et comme toutes les autres révoltes généralisées à travers le Congo belge, la révolte de NSIMBITOYI est une contestation subséquente aux investitures et intronisations hasardeuses des chefs indigènes. En 1960, juste après le départ des Européens considérés comme les béquilles du chef IKONGANSAMO, la jeunesse du Nord de Dekese a pris d'assaut le chef-lieu du territoire dans l'unique but de se débarrasser d'IKONGANSAMO considéré par eux comme un imposteur imposé chef coutumier par les Blancs. Toute personne désireuse de s'instruire n'a qu'à lire le rapport de M. CH. SHILLINGS qui éclaire largement sur cette question de la prétendue légitimité du chef IKONGANSAMO et sur sa gestion implacable.

Le fait que BALONGA Sylvain soit si fier d'affirmer le caractère néocolonial d'IKONGANSAMO paraît surréaliste. Cette attitude est celle du réformisme en politique. Je propose à mon contradicteur de méditer sur cette réaction des deux Congolais par rapport à de telles attitudes : "(...) quiconque en appellera toujours à un maître pour faire face aux instances dans lesquelles se trouve engagé le destin de sa survie, se voue, par ce fait même, à la perpétuation de son esclavage. Car alors, le maître définira pour lui non seulement ses raisons mais aussi les moyens de vivre et les limites dans lesquelles le maître pourra tolérer

que se déploient les facultés dont l'esclave se trouve doté¹⁷. De tels Congolais réactionnaires qualifiés à l'époque d'évolués, selon la terminologie coloniale belge, (...) ont, sans doute, adressé à leurs souteneurs coloniaux, cette supplique surréaliste que Ch. A. DIOP fait dire à un supposé suppôt néo-colonisé : "Nous sommes vos fils spirituels ..., votre émanation noire ; faites de nous à temps les dépositaires de vos intérêts (...) moraux, [économiques, etc.] et la situation sera sauvée ! On ne vous verra plus, bien que vous soyez encore là ; nous servirons d'écran ; ce ne sera plus vous, mais nous, Africains, contre d'autres Africains, qui défendrons vos idéaux"¹⁸. On ne peut s'empêcher, en évoquant tout cela, de penser à un ancien parti politique congolais appelé P.N.P. (Parti National du Progrès) auquel la gouaille populaire kinoise¹⁹ avait collé le sobriquet de "Parti des Nègres Payés" pour fustiger ses positions rétrogrades. Le chef IKONGANSAMO a adhéré évidemment à ce parti dirigé au plan national par des relais réformateurs, véritables satrapes au verbe désorienteur "nationaliste" (F. FANON) et véritable mouvance réactionnaire opposée, avec la bénédiction du néocolonialisme triomphant, à la faction nationaliste congolaise. C'est pourquoi la jeunesse du nord de Dekese, nationaliste de manière écrasante, était opposée à l'attitude politique réactionnaire du chef IKONGANSAMO.

Maurice NDJOND'A NGELE

J.-C. WILLAME, *La guerre du Kivu*. Vues de la salle climatisée et de la véranda. Bruxelles, éditions GRIP, 2010. 172 pages.

L'auteur a écrit plusieurs ouvrages sur l'Afrique centrale et sur les nombreux problèmes vitaux rencontrés par l'ex-colonie belge de la région. Il nous livre ici une analyse particulièrement fouillée et bien documentée sur une région parmi celles qui ont le plus souffert et qui continue d'ailleurs de souffrir des convoitises suscitées par ses diverses et généreuses potentialités.

J.-C. WILLAME examine la situation de deux points de vue différents mais convergents : ce qu'il appelle "la véranda", où il explicite les données du terrain proprement dit, là où s'affrontent les différentes populations en cause et ce qu'il nomme "la salle climatisée" dans laquelle il décortique l'action officielle et internationale qui tente vaille que vaille d'intervenir dans le conflit pour essayer de le régler.

Dans la première partie donc, l'auteur décrit et analyse l'évolution du contexte politique et socio-économique dans lequel les problèmes se sont posés depuis de longues décennies, avant même l'époque coloniale et dont les événements plus récents découlent en partie (l'expansion démographique du Rwanda par exemple). Il traite ensuite la série des lamentables conflits qui ont ensanglanté le Kivu de KABILA à NKUNDA et à toutes les bandes armées qui ont dévasté et dévastent toujours ce malheureux pays.

La deuxième partie, la salle climatisée, met en scène tous les intervenants extérieurs : ONU, Union Européenne, ONGs, MONUC et leur impuissance foncière à régler les conflits successifs malgré les énormes moyens mis en œuvre. Il explicite

¹⁷ NGWEY N.N. et ATOMATE, E.N.A.A., "Tradition et modernité face au problème de développement", dans Conception africaine et conditions de développement. Actes du 1^{er} Séminaire Interrégional de Mbeo du 21 au 23 avril, Recherches philosophiques africaines 14, Kinshasa, 1989, FCT, p. 71.

¹⁸ DIOP Ch., Civilisation ou barbarie : anthropologie sans complaisance, Paris et Dakar, Présence Africaine, 1981, p. 49.

¹⁹ Ethnique dérivé de Kinshasa, nom de la capitale de la RD Congo.

les différents échecs de la Communauté internationale classique comme par exemple celui de la réinsertion des combattants démobilisés, notamment les enfants-soldats. Et il pointe le rôle joué à présent par de nouveaux acteurs comme la Chine qui s'engouffrent dans les brèches laissées par les faiblesses de la coopération des partenaires habituels.

Comme élément de sortie de crise, l'auteur souhaiterait que les acteurs extérieurs se désengagent tant soit peu pour laisser une grande place à l'économie informelle et à la reprise des relations interethniques d'autrefois marquées par une certaine "supportabilité mutuelle". Tout ceci étant sécurisé par une "stratégie du bâton" qui viserait à la fois les bandes armées rebelles ou officielles et également l'élite dirigeante congolaise. La Justice doit fonctionner, notamment la CPI (Cour Pénale Internationale) dont l'action a trop souvent été entravée par de puissants intervenants aux objectifs parfois inavouables.

Un livre donc qui fait bien le point sur un des conflits les plus sanglants et les plus honteux de notre temps et qui reste objectif sur un sujet où il est bien difficile de le rester.

E. VAN SEVENANT

J. GÉRARD-LIBOIS et al., *Congo 1960. échec d'une colonisation*. Bruxelles, André Versailles éditeur-GRIP, 2010. Introduction de C. BRAECKMAN et post-face de J.-C. WILLAME. 156 p.

Quelques auteurs qui ont été impliqués de près ou de loin dans les événements qui ont marqué l'indépendance du Congo belge, nous livrent ici leurs analyses pertinentes de l'avant et de l'après 1960.

Ces analyses, qui reprennent des textes parfois déjà anciens, sont encadrées par une introduction et une postface qui datent par contre de ces derniers mois, Mme BRAECKMAN survolant dans son introduction l'ensemble de la période en laissant pointer son regret un peu nostalgique que les choses aient finalement si mal tourné et J.-C. Willame consacrant sa postface aux échecs successifs des missions de l'ONU pour ramener la paix dans un pays torturé par d'incessants conflits.

Entre ces deux textes contemporains donc, des analyses bien documentées sur l'entreprise coloniale à partir de Léopold II, sur l'organisation du Congo au temps des Belges, sur la course vers l'indépendance à partir de 1956, sur le mois des rébellions et des mutineries en juillet 1960, et sur les périodes troublées qui se sont succédées entre 1960 et 1965.

Un petit livre très clair qui reprend l'essentiel de ce qu'il convient de retenir d'une période qui fut difficile mais passionnante pour ceux qui l'ont vécue et qui continue apparemment d'intéresser beaucoup toute une frange de l'opinion publique en Belgique comme en RD Congo.

E. VAN SEVENANT

